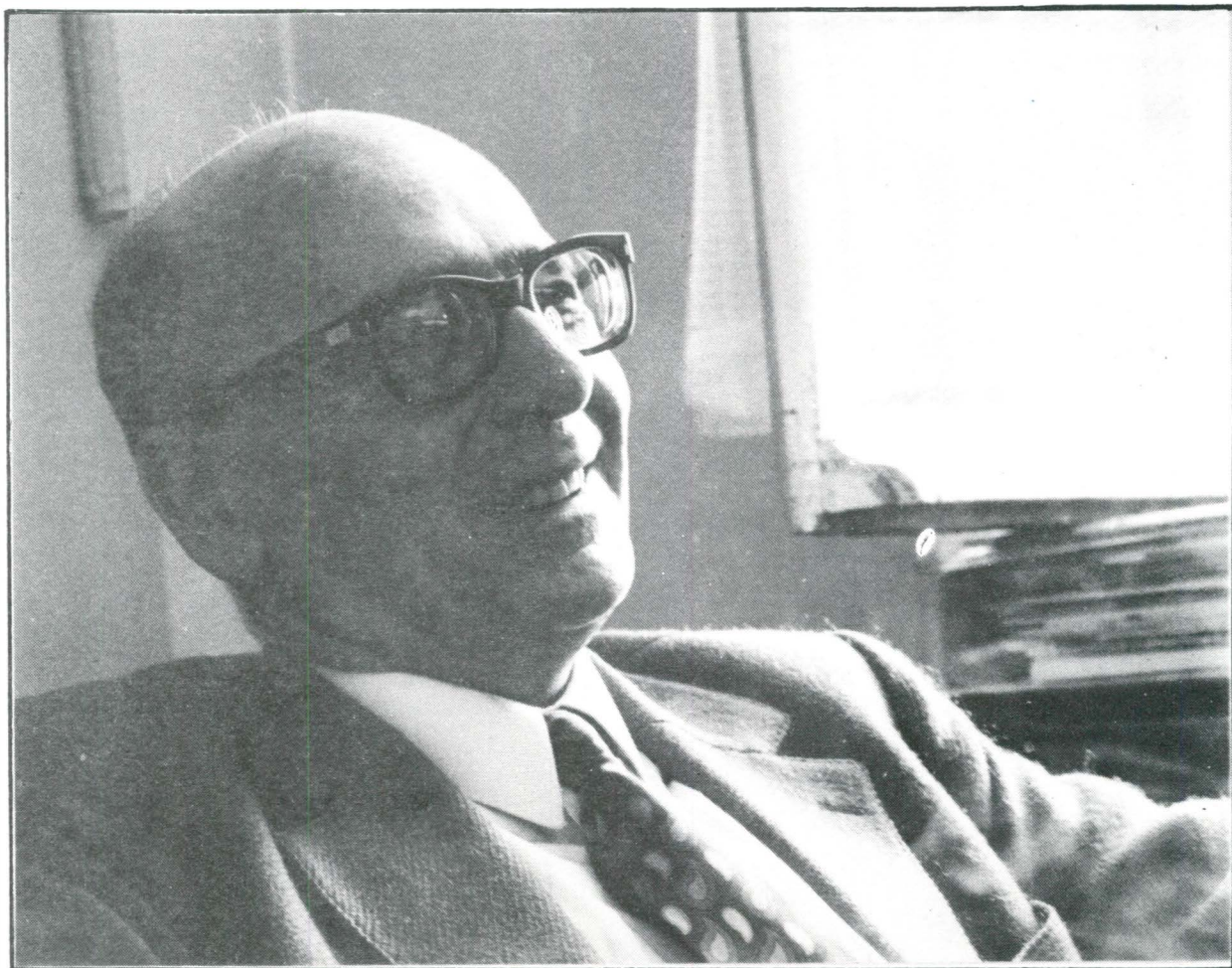


Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

la culture
en question,
avec j.m. domenach



Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

CITÉ. Le titre de notre revue dit bien qu'elle invite ses lecteurs à se poser les questions qui touchent au présent et à l'avenir de notre pays.

Il exprime aussi le souci commun de ses rédacteurs, qui est de proposer une réflexion d'ensemble, par delà les camps idéologiques et politiques, par delà les corporatismes et les égoïsmes partisans qui prétendent imposer leurs vues partielles et partiales à l'ensemble de la communauté.

CITÉ sera donc une revue de libre recherche sur la politique, l'économie, la culture dans la société d'aujourd'hui, ébranlée par ses divisions, menacée dans son existence par un impérialisme multiforme, étouffée par la logique froide du capitalisme et de la bureaucratie.

Elle sera aussi le résultat d'un effort collectif. Proche des Clubs pour la NOUVELLE CITOYENNETÉ, lancés en mai 1982 par la Nouvelle Action Royaliste, elle publiera les travaux de ces clubs, qui s'efforcent de poser les conditions d'une reconquête de leurs pouvoirs par les citoyens, de fixer les étapes possibles d'une telle transformation en profondeur vers une société où chacun aurait la plus grande liberté possible de gestion de ses propres affaires.

CITÉ sera aussi une revue de libre débat, ouverte aux représentants de toutes les familles intellectuelles de notre pays, de toutes ses réalités politique, dans la mesure où elles recherchent comme nous les conditions du changement social.

Libre recherche, réflexion collective, débat ouvert en permanence, ce sont les trois paris que CITÉ entend gagner, avec le concours de ses lecteurs.

CITÉ - revue trimestrielle d'expression politique - Rédacteur en chef : Ph. Cailleux - Directeur de la publication : Y. Aumont - Comité de rédaction : F. Aimard - Ph. Barthelet - J. Betbèze - S. Ferry - A. Flamand - M. Henra - R. Le Braz - G. Leclerc - E. Mousset - B. Renouvin - G. Sartoris - A. Solari - B. Warusfel. Imprimé par nos soins.

ABONNEMENTS - Pour 3 numéros : Normal : 60 F - Soutien : 100 F - Fondateur : 500 F, à l'ordre de «CITÉ» CCP 23 982 63 N Paris - 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

Numéro de commission paritaire : 64853

AIMEZ - VOUS

Cité ?

Si oui,

*nous vous serons reconnaissants de bien vouloir
nous signaler les noms et l'adresse des personnes
qui peuvent s'intéresser à notre revue.*

*Acceptez-vous que nous nous recommandions de
vous.*

Oui ☐

Non ☐

De la part de

—	—
—	—
—	—

PROPOS D'ÉTAPE

Le jugement porté sur une revue par ses lecteurs est chose difficile à mesurer, à apprécier. Réactions partielles ou contradictoires, réactions positives ou négatives ne concernant qu'un ou quelques articles, la vue d'ensemble manque de ce qui plaît ou déplaît, passionne ou irrite et «CITÉ» n'échappe pas à la règle. Seul indice à notre disposition : le nombre satisfaisant d'abonnés de la première heure qui reçoivent ce numéro six parce qu'ils ont renouvelé leur confiance et leur abonnement à «CITÉ». Indulgence, curiosité, satisfaction ? La réponse leur - vous - appartient.

Mais, au terme de cette première échéance, il nous a paru utile, nécessaire de dresser un bilan. Avons-nous rempli nos objectifs ? Qu'en est-il du projet initial ?

Dès le premier numéro, trois paris étaient formulés : «CITÉ» sera une revue de libre recherche, de réflexion collective et un lieu de débat ouvert en permanence.

«Ouvrir la revue, disions nous, aux représentants de toutes les familles intellectuelles de notre pays, de toutes ses réalités politiques, dans la mesure où elles recherchent comme nous les conditions du changement social». S'il est vrai que le 2ème numéro était le fruit du seul travail de l'équipe de rédaction, nous avons ouvert, dès le numéro 1, les colonnes de la revue à des représentants de diverses familles de pensée. Ce furent le général Gallois, Jean-Michel Quatrepoint, puis René Girard, Jean-Pierre Dupuy et Philippe Boucher pour un numéro au succès exceptionnel. Le numéro que vous allez lire contient la transcription d'un entretien avec Jean-Marie Domenach ainsi qu'une lettre de Léo Hamon. Bien d'autres projets existent, liés à nos sujets de préoccupation, à l'actualité ainsi qu'au contenu de la revue; mais la parution d'un entretien par numéro ne nous permet pas de donner la parole à tous ceux que nous souhaiterions rencontrer et interroger. Il nous faut donc chercher d'autres formules. Vous trouverez ainsi dans ce numéro 6 une présentation des analyses de Marcel Gauchet telles qu'il les a exposées lors d'un séminaire.

EDITORIAL

«Libre recherche sur la politique, l'économie, la culture dans la société d'aujourd'hui», propositions-nous. Les cinq premiers numéros nous ont permis d'exposer nos analyses et nos recherches dans de nombreux domaines et sous différentes formes : dossier, articles, chroniques. Mais le bilan n'est pas totalement positif. Des goûts, des centres d'intérêt variés coexistent, il est vrai, dans l'équipe de rédaction. Mais nous devons parfois renoncer à certains articles faute d'avoir trouvé le rédacteur non encore mis à contribution et qui disposera du temps nécessaire, pour réaliser une synthèse dans les délais imposés par la parution. Ces projets ne sont pas abandonnés pour autant, mais il nous a bien fallu en différer plusieurs. Problème insoluble ? On ne peut se résoudre à répondre oui quand on sait que les lecteurs de «CITÉ» sont de «gros lecteurs», aux préoccupations diversifiées. Une participation occasionnelle, voire régulière de quelques-uns, soucieux de faire partager leurs lectures, leurs recherches, soulagerait l'équipe de rédaction permettant la réalisation de desseins laissés à l'état d'ébauche. Vœux pieux ? Condition en tout cas indispensable pour donner plus d'ampleur à nos recherches.

Dernier pari, «CITÉ» devait être le résultat d'un effort collectif et publier les travaux des clubs pour la Nouvelle Citoyenneté. Bien sûr une revue ne peut exister sans un comité de rédaction pour prévoir, mettre en route puis agencer les publications et assurer une production écrite régulière. Mais, à quelques exceptions près, il faut bien avouer que ce pari-là n'est pas gagné. Le Club Nouvelle Citoyenneté de Paris, l'ensemble des participants au colloque national dont vous trouverez un écho dans ce numéro et le prochain, ont certes «apporté leur pierre à l'édifice», mais le cas est trop rare. Faut-il considérer ce projet irréalisable ? Je ne le crois pas. Le Club Nouvelle Citoyenneté d'Angers prépare une étude-enquête sur la pauvreté dans cette ville. Les sujets d'investigations ne manquent pas. Préparer, tenir une réunion, organiser un débat, ces tâches sont généralement accomplies par les clubs. Préparer une réunion par une étude doublée d'une enquête auprès des associations, exploiter les réunions par une analyse ou une présentation des interventions, multiples sont les formules qui peuvent s'intégrer aux activités et permettre à «CITÉ» d'être le lieu d'expression des clubs.

PROPOS D'ETAPE

Ce sixième numéro s'ouvre donc sur un bilan contrasté mais, si on peut encore employer l'expression, «globalement positif». Tous les objectifs ne sont certes pas atteints, mais les premiers pas sont encourageants, la machine rôdée. A nous tous de poursuivre la tâche entreprise.

Philippe CAILLEUX

SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Entretien		
AVEC JEAN-MARIE DOMENACH	p. 6	
Colloque Nouvelle Citoyenneté		
UNE LETTRE DE LÉO HAMON	p. 17	
LA FRANCE PEUT-ELLE AVOIR UNE AMBITION ? . . .	p. 20	
Alain Solari		
Etude		
POUVOIR ET LIBERTÉ CHEZ BENJAMIN CONSTANT .	p. 29	
C.N.C. de Paris		
Lire		
PLAIDOYER POUR UNE CROISSANCE AUTOCENTRÉE	p. 39	
(A. Grjebine)		Patrice Le Roué
Recherches		
MARCEL GAUCHET ET L'EXTÉRIORITÉ DU SOCIAL . .	p. 42	
Revue des Revues		
DEUXIEME GAUCHE, PREMIER BILAN	p. 50	
Emmanuel MOUSSET		
Voyages		
LA CHINE OU LA SÉDUCTION DÉPLOYÉE	p. 58	
Michel Fontaurelle		
Récit		
LA FÉE DE NOEL	p. 67	
Rémy Talbot		
Littérature		
LA SAGESSE MODE D'EMPLOI	p. 73	
(R. Abellio)		Michel Dragon
FIASCO	p. 77	
(O. Poivre d'Arvor)		Catherine Lavaudant

Le bulletin d'abonnement est en page 80.

AVEC JEAN-MARIE DOMENACH

Philippe Cailleux : Dans votre avant dernier livre, vous écriviez que le rapport des hommes aux idées avait changé. Pourriez-vous nous expliquer ce changement ?

Jean-Marie Domenach : Je voudrais dire qu'autrefois les hommes - et pas seulement les intellectuels - prenaient les idées comme un aliment sérieux. Ils les considéraient comme quelque chose de vital, qui les engageait. Vous connaissez la belle définition que Malraux donne de l'intellectuel : «c'est un homme dont une idée oriente et engage la vie». C'est de cette manière que je suis entré dans le monde des idées, quand j'avais treize ou quatorze ans, à une époque de ferveur et en même temps de conflit. Nous étions alors - ou nous pensions être - animés par des doctrines, car on ne parlait pas encore d'idéologie. Pour ma part, je dois l'essentiel de ce que je suis devenu à la lecture de «La Condition humaine» que j'ai faite à l'âge de quinze ans.

Il y avait ainsi un livre ou deux qui transformait la vie d'un jeune homme. Vous me direz que c'est bien peu. Mais les aliments intellectuels étaient rares. Il y avait, chez mes parents, une douzaine de livres. Par conséquent le livre était un objet sacré, dont on attendait une sorte de révélation. Le livre avait un rapport à la vérité. Et puis il y avait l'influence des maîtres - l'instituteur, le professeur, l'aumônier - que nous respections et qui orientaient nos lectures. On ne choisissait pas dans les idées ce qu'il y avait de plus cocasse ou de plus distrayant, mais ce qui paraissait vrai.

Le rapport aux idées a changé aujourd'hui pour de nombreuses raisons. Et d'abord parce que ce monde de la ferveur et du conflit a sombré dans l'excès et dans l'horreur. Ensuite parce que la société de consommation a multiplié les produits culturels : les idées sont entrées sur le marché et la culture est devenue une «production». Maintenant, on dit volontiers que l'on produit des

idées, et que le livre est un outil de communication. Cela signifie que le livre n'est plus le véhicule sacré de la culture. Quant à la radio, elle joue un rôle culturel limité et la télévision n'a pas, en elle-même, de rôle culturel. Si Jésus-Christ, venu à notre époque, avait prêché à la télévision, il n'y aurait jamais eu de chrétiens ! On l'aurait trouvé sympathique, mais ses idées ne nous auraient pas ébranlés. Il en va de même pour Karl Marx. Certes, les idées sont toujours estimées, mais on peut en changer - comme on peut changer d'automobile...

B. Renouvin : Cela pose la question de la vérité ?

J.-M. Domenach : En effet. Les gens s'accoutument à vivre sans se poser cette question, qui était prégnante autrefois. Ils sont entrés dans cette époque de la relativisation, qu'a théorisé le structuralisme. Michel Foucault, en particulier, dit que la question de la vérité est terroriste, qu'elle est en réalité un instrument d'exclusion ! Il s'agit moins de définir ce qui est vrai que d'écarter ce qui est faux. La question de la vérité se trouve ainsi expulsée de notre univers, où elle tenait probablement une place excessive. La religion l'avait «refilée» à la science - du 18ème siècle au début du 20ème siècle - puis à la politique puisque ce sont les grandes idéologies qui ont prétendu, jusqu'à une époque récente, rassembler tous les éléments de la vérité.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation difficile. La pensée occidentale s'est enfermée dans un piège et je ne vois pas encore comment elle s'en sortira : tout ce qui est vérité dans l'ordre intellectuel a été ramené par les sciences de l'homme à un point de vue particulier, lié à une époque, à un lieu, à un pouvoir, et, de cette manière, la culture a été réintégrée dans la nature comme le dit si bien Lévi-Strauss. Par conséquent, ce que nous appelons vérité n'a plus lieu : tout comportement, toute culture sont «vrais» puisque des hommes les ont adoptés; l'histoire, comme le dit encore, Lévi-Strauss, est un point de vue que l'Occident prend sur le monde, mais il y a tant d'autres civilisations qui ne sont pas historiques... On élimine donc la question de la vérité mais, paradoxalement, cela peut signifier le triomphe d'une prétention, encore bien plus vaste qu'autrefois, à la vérité.

ENTRETIEN

Ph. Cailleux : Pourquoi ?

J.-M. Domenach : Autrefois, la vérité se situait effectivement, et inconsciemment, à l'intérieur d'un certain domaine culturel et religieux. Elle se prétend maintenant universelle. Il y a là un renversement complet : les sciences humaines ont été absorbées par les sciences de la nature, comme le dit Lévi-Strauss; mais on peut dire aussi le contraire, à savoir que nous avons affaire au dernier avatar, et à l'apogée, de cette pensée occidentale qui a fini par dévorer toutes les autres pensées, par réduire toutes les diversités, et qui ne tolère même plus l'existence de pensées contradictoires ou même différentes. Il ne peut plus y avoir de pensées contradictoires ou différentes qui s'opposent, qui suscitent les divergences et les conflits que nous avons connus, étant donné que tout ce qui se prétend vérité n'est que le masque des besoins primordiaux de l'espèce humaine : assurer sa vie et assurer la survie de l'espèce. Donc la question de la vérité se trouve reposée comme elle ne l'a jamais été : c'est une vérité scientifique - d'une science rationaliste que représente le point de vue de l'Occident, retenu comme point de vue universel.

J'ajoute que l'épistémologie contemporaine, et singulièrement celle de Karl Popper, a renversé les données du problème. Était considéré comme scientifique ce qui était vrai; est aujourd'hui considéré comme scientifique «ce qui est falsifiable». D'où l'élimination de la question de la vérité dans les sciences également. Mais avec une grande différence et c'est dans ce nouvel écart épistémologique que devrait à mon avis se situer notre réflexion : d'un côté nous avons cette affirmation structuraliste qui correspond si bien à l'air du temps, à savoir que toutes les vérités se valent, et d'un autre côté nous avons cette épistémologie progressive qui dit qu'il n'y a pas de vérité, mais une quête de la vérité qui va d'étape en étape - une «quête inachevée» pour reprendre le titre de la biographie de Popper. Cela signifie que la science, qui s'était élevée en dogme contre la religion, s'est relativisée et que chacune de ses affirmations est considérée comme réfutable et devant être réfutée. Par conséquent, la science est considérée comme la marche en avant de la connaissance.

Je vois là une chance immense car la science peut désormais rejoindre ce qui a été à l'origine de son essor : la question philo-

sophique primordiale, celle de l'Etre, qui a été posée chez les Grecs et à la Renaissance. Dans l'Antiquité en effet, la question philosophique n'était pas séparée de la réflexion scientifique.

B. Renouvin : La quête de la vérité n'est-elle pas rendue encore plus difficile par la masse décourageante des données ?

J.-M. Domenach : Il est certain qu'aujourd'hui la question de la vérité se complique parce que nos connaissances se sont diversifiées à l'extrême, et qu'il devient très difficile de faire communiquer les domaines du savoir. A une époque où l'on parle tant de communication, où toutes les idées se trouvent sur le marché, cette communication se trouve coupée par la spécialisation de chaque domaine - à tel point que le discours propre à un domaine n'est pas compris en dehors de celui-ci. D'autre part, il n'y a plus d'instance susceptible d'énoncer la vérité, ou le souhaitable, le valable. Les cléricatures ont éclaté et ont beaucoup de peine à définir un *corpus*. Ceci concerne l'épistémologie, mais aussi la culture, car cette situation offre des possibilités infinies à l'imposture et à l'escroquerie, étant donné qu'il n'y a plus d'instance critique pour filtrer les idées et que n'importe qui peut se faire une réputation en écrivant n'«importe quoi».

Enfin, cela pose des problèmes inouïs en matière d'éducation nationale. A l'Ecole Polytechnique, je constate que les garçons de vingt ans arrivent avec des bribes de culture nationale, mais qu'ils ne possèdent plus, à de rares exceptions près, ces références communes que nous avons et sans lesquelles il n'est pas possible à des compatriotes de communiquer. Par exemple, je me suis récemment aperçu que, sur huit élèves de Polytechnique, pas un seul n'avait entendu parler de «Phèdre».

Ph. Cailleux : N'assiste-t-on pas cependant à une certaine renaissance de l'esprit de système, chez René Girard notamment ?

J.-M. Domenach : C'est bien ce qui fait problème à l'égard de la pensée de René Girard pour lequel j'ai une immense estime. Je me méfie des synthèses prématurées. La pensée girardienne, comme toutes les pensées plénières, présente une explication intégrale et c'est pourquoi j'ai appelé Girard le «Hegel du christianisme». Mais le risque est grand ! Cette prétention à boucler l'histoire du monde, cette idée que la théorie girardienne puisse être mise en

ENTRETIEN

équations, m'inquiète énormément. Dans le grand roman d'Umberto Eco, «Le nom de la Rose» (2), le moine dit que «dans des époques troublées il importe d'entretenir des pensées contradictoires». Il ne faut pas pousser trop loin cet axiome, car le goût de la contradiction peut devenir redoutable. Surtout quand on est, comme nous le sommes, dépassés par une évolution très rapide des sciences, des techniques, des civilisations et de leur équilibre.

Nous ne possédons plus en ce moment la culture qui nous permettrait de faire face à cette transformation; nous ne sommes plus capables d'appréhender correctement l'évolution sociale dans laquelle nous sommes pris nous-mêmes. Il y a une rupture, c'est-à-dire un arrêt de communication entre une époque et une autre. C'est ce qu'exprime la crise de l'école : celle-ci n'a pas encore affronté cette question, et les intellectuels ont à peine commencé de le faire. Si je me suis mis à étudier l'épistémologie, c'est parce que j'ai l'impression que l'humanisme classique est mort. Ce n'est pas gai pour un homme comme moi, formé au latin et au grec. Mais c'est un fait : la mort de Sartre représente la fin d'un certain humanisme qui a eu sa grandeur et qui s'est discrédité par sa prétention aux synthèses abusives et, surtout, par son engagement dans des idéologies carnivores.

Il convient donc de nous mettre à l'étude des éléments constitutifs de la civilisation dans laquelle nous entrons, non pour y chercher comme Teilhard le secret de l'avenir, mais pour créer une nouvelle culture en y intégrant le «savoir du savoir». C'est-à-dire qu'il nous faut comprendre ce que sont les sciences, ce qu'elles disent, comment elles se constituent. Ainsi nous comprendrons mieux le monde qu'elles créent. Sinon, nous resterons prisonniers de cette coupure entre les deux cultures - l'une étant cet humanisme dont nous n'arrivons pas à nous déprendre et qui continue de gouverner notre éducation et notre politique, l'autre étant formée par le monde de la technique, dont l'aspect ludique séduit tant les jeunes. Deux anecdotes me permettront d'illustrer mon propos. Un instituteur rural me disait que, sur une douzaine d'élèves - tous fils d'agriculteurs possédant des vaches - pas un en savait de quoi était fait le beurre. Ce qui donne à réfléchir sur un système d'enseignement qui coupe les enfants de leur terre, de leur langue, de leur tradition et du savoir familial. Voici la seconde : au salon des techniques du futur à Toulouse, j'ai vu des milliers de jeunes gens éblouis; mais, à quelques exceptions près, les présen-

tateurs et les manipulateurs de ces merveilleuses machines ne comprenaient rien à ce qu'elles étaient censées présenter. On voyait dans ce salon un monde cassé, où la communication n'était pas possible, alors que presque toutes les machines étaient destinées à communiquer.

B. Renouvin : S'il faut se méfier des synthèses prématurées, est-il possible, dans ce monde cassé, de poser de bonnes questions ?

J.-M. Domenach : Je me pose en ce moment des questions assez modestes : celles, je vous l'ai dit, des conditions d'une nouvelle culture. Plus précisément, beaucoup de mes réflexions concernent la pédagogie. Je pense avec Nietzsche que la grande politique est celle de l'éducation. La question actuelle est de savoir s'il est possible d'enseigner, et d'apprendre, l'essentiel. C'est la question du rapatriement culturel, du savoir du proche. Je suis épouvanté par la dégradation de la mémoire. Barrès, que j'ai étudié il y a trente ans, et les conservateurs du début du siècle, ont mal répondu à une excellente question, qui est celle de la solidarité avec les générations précédentes. Cette question, que je lie avec celle de la liberté, est de savoir comment assurer les bases de l'autonomie de l'individu et des groupes. Une part de mémoire est indispensable à cela. Or je vois avec tristesse se constituer des personnalités dont le noyau culturel me paraît insuffisant. Là aussi, il y a contraste et contradiction entre les immenses possibilités offertes à la liberté et le peu de capacité, d'enthousiasme et d'amour pour en profiter.

La seconde question, liée à la première, est de savoir si le socialisme a encore un avenir : la grande réponse du 19^{ème} siècle intellectuel et militant à la question posée par l'industrialisation est-elle à mettre au compte de l'histoire révolue, ou bien pouvons-nous la prolonger dans l'avenir ? Or je suis très inquiet de voir que, loin de progresser, la vie politique française revient à un stade que je croyais dépassé. Je vois la gauche manifester contre l'école des curés, je vois M. Le Pen manifester pour « la France aux Français ». C'est exactement ce qui se passait quand j'avais quatorze ans...

Voilà où nous en sommes après deux ans et demi de pouvoir socialiste. Je trouve cela humiliant, désolant, en une époque où d'immenses problèmes se posent. Nous vivons une régression politique qui entraîne la droite aussi bien que la gauche. Mais je

ENTRETIEN

fais supporter la principale reponsabilité à la gauche parce qu'elle a installé au gouvernement une idéologie périmée. Giscard, au moins, ne se posait pas en idéologue, il n'avait aucun message à nous délivrer et nous laissait libres de délivrer le nôtre. Maintenant, nous avons affaire à une idéologisation de la politique. Or celle-ci est construite sur des bases désuètes : c'est là que je situe l'origine de cette logique pernicieuse qui ramène la France à des disputes, comme celle des deux écoles, qui avaient un sens sous la troisième République et qui n'en ont plus.

Ph. Cailleux : Est-il possible, cependant, d'espérer une renaissance, d'envisager une reconstruction ?

J.-M. Domenach : Cela nous ramène à l'épistémologie et à l'esprit de système. Je crois de plus en plus qu'il y a des analogies très profondes entre la vision scientifique que nous prenons du monde et nos idéologies politiques. Je suis par exemple persuadé, comme le disent très bien Priogine et Stengers (3), que certaines aberrations romantiques et post-romantiques sont liées à une thermodynamique, à une ethnologie, à une paléontologie qui ne sont plus les nôtres.

La vision systémique que nous devons à Lévi-Strauss, et sur un autre plan à la cybernétique, est une vision d'auto-régulation fermée sur elle-même. Jean-Pierre Dupuy et Henri Atlan ont, vous le savez, fait l'analyse de ce système, de cette **auto-organisation**, qui signifie la possibilité, pour des groupes quelconques, de s'organiser eux-mêmes et de devenir progressivement autonomes. Mais, parmi les théoriciens de l'auto-organisation, il y a deux tendances : les uns pensent qu'à l'intérieur d'un système clos et qui tend à devenir auto-suffisant par un mouvement naturel, il existe des mécanismes intégrateurs. Les autres soulignent l'ouverture du système sur le dehors, affirment qu'il n'y a pas d'autonomie sans une hétéronomie acceptée et, dans une certaine mesure, nourricière. En d'autres termes, pour revenir au natal, il faut faire un détour par l'étranger. Ce mode de pensée nous permet de beaucoup mieux comprendre le fonctionnement des systèmes économiques, des systèmes sociaux - et de la politique.

Ce qui m'intéresse encore davantage, c'est de savoir dans quelle mesure cette ouverture, qui est devenue une position de méthode pour des économistes, des ethnologues et des sociologues, peut

déboucher sur une vision politique constructive. Je vois déjà sa force de rupture : pour ma part, je ne peux plus penser à l'intérieur d'un système clos et suffisant. Je ne conçois plus mon idéologie comme fermée sur elle-même : elle doit avoir une interface avec celle de mes voisins, voire celle de mes adversaires. C'est-à-dire que le système dans lequel je suis doit s'ouvrir sur le système national, que lui-même doit être conçu dans le système européen et mondial.

Tout cela paraît aller de soi. Mais la difficulté est de rendre cette attitude opératoire. Autrement dit, comment peut-on passer d'une telle méthode d'analyse, où nous pouvons penser en même temps des idées qui semblent a priori contradictoires, où nous pouvons imaginer que s'enchevêtrent et se combinent des facteurs qui semblent opposés - c'est cela la politique - et incorporer cette vision à une action politique sans que celle-ci soit démobilisatrice, sans qu'elle conduise à une attitude sceptique ? Comment articuler une vision systémique ouverte avec une action politique qui implique plus ou moins une inimitié, une «hostilité» ? Ou, plus positivement, comment allier cette systémique ouverte avec cette amitié, avec ce besoin de faire le bien que l'on trouve, souvent dévoyé, chez les socialistes, chez les démocrates-chrétiens, chez les socialistes d'origine chrétienne ?

Quand René Girard dit : «ou la bombe atomique, ou l'amour évangélique», façon quelque peu agaçante de poser l'alternative, il indique quelque chose de très profond et de très vrai. Au fond, «Solidarnosc» ne dit pas autre chose. Si les Européens ne font pas entrer dans leur conscience politique et dans leurs interventions politiques cette volonté de réconciliation, d'amitié et de solidarité, notre politique n'aura plus d'âme et par conséquent elle n'aura plus de corps.

Ph. Cailleux : Que signifie, pour vous, donner une âme à la politique ?

J.-M. Domenach : Je pense certes à la poésie car je suis persuadé qu'il y a une convergence très profonde entre la poésie authentique et la science, comme il y en a une aujourd'hui entre l'amour évangélique et le réalisme politique. Mais c'est très délicat car, du côté de l'épistémologie, on s'en va vers un scientisme vraiment facile et, du côté de l'amour, on verse dans une philanthropie naïve.

ENTRETIEN

Au fond, j'ai cherché cette convergence toute ma vie et il me semble qu'aujourd'hui je la cherche en des termes plus nets et dans des circonstances plus favorables. L'Europe est passée à travers l'expérience de la haine et de l'autodestruction. Elle se trouve aujourd'hui portée ou bien à la jouissance sans horizon, ou bien à la recherche d'une signification spirituelle - qu'elle ne trouvera pas forcément dans les religions constituées. C'est pourquoi le problème qui se pose à moi est le suivant : pouvons-nous sortir de cette logique polémique sans tomber dans la prédication vertueuse ? Ce souci est peut-être paradoxal, mais ce paradoxe ne m'inquiète plus.

Ph. Cailleux : Au-delà des discours des appareils politiques qui mordent de moins en moins sur un réel qui leur échappe, il y a des réactions parcellaires qui se développent, et que la droite cherche à exploiter. Dès lors, un Etat qui, par ses choix, injecte des valeurs dans une société atomisée n'est-il pas nécessaire; et certains socialistes, malgré leurs excès verbaux, ne représentent-ils pas une certaine conscience de la collectivité ?

J.-M. Domenach : Il est vrai qu'une certaine démagogie anti-étatique entretenue par une partie de l'opposition est tout à fait néfaste et ne peut que stimuler le poujadisme. Une alternance véritable n'aura de sens que si l'opposition présente un projet capable d'aller au-delà de la simple contradiction de ce qu'a fait - ou cru faire - le Parti socialiste.

B. Renouvin : Projet ou pas, nous risquons de demeurer dans une situation identique : des partis arrivant au pouvoir avec une idéologie ou avec des intentions précises, qui pensent d'abord à prendre leur revanche parce que la logique bi-polaire les y pousse. Il semble y avoir une impasse...

J.-M. Domenach : Je suis moins pessimiste que vous. Si nous parvenons à une alternance sans vengeance, des conditions tout à fait nouvelles seront posées pour le développement d'une politique différente qui échappera à cet antagonisme figé, qui osera affronter les véritables problèmes. Celui de l'Education nationale par exemple.

B. Renouvin : Pourquoi ?

J.-M. Domenach : Parce que cette politique, ayant expérimenté la gauche, ne serait plus obsédée par l'idée de lui donner des gages. L'expérience qui a été faite pourrait donc se transformer en une mutation du débat et de l'action politiques.

B. Renouvin : Encore faudrait-il surmonter les énormes obstacles que constituent les corporatismes...

J.-M. Domenach : Je pense que nous allons vers une nuit du 4 août, dans laquelle nous abandonnerons nos privilèges.

B. Renouvin : Encore faudrait-il un pouvoir porteur d'un projet capable de transcender les égoïsmes ...

J.-M. Domenach : Tout à fait d'accord : le rôle du pouvoir n'est pas seulement de gérer, mais de représenter. Or cette «représentation» implique à la fois tradition, science et imagination. Sans être désespéré, je constate notre déficience à ces trois niveaux. La modernité a discrédité la tradition. Les résultats du progrès ont discrédité, l'utopie. Quant à la science - je pense aux sciences sociales - elles ont été quasi liquidées, comme je le disais, et elles ont éclaté en spécialités tellement fines que personne n'oserait aujourd'hui en tirer une synthèse politique. Et pourtant c'est ce que nous devons momentanément tenter de faire.

Ph. Cailleux : Dernière question : vous venez de publier un livre. Pouvez-vous nous en indiquer les thèmes ?

J.-M. Domenach : Cette «Lettre à mes ennemis de classe» dit que le socialisme avait trois sources :

- la première est la **connaissance de la société**, car c'est en connaissant une société que l'on peut parvenir à la transformer.
- la seconde, c'est l'**inspiration religieuse** : transférer le ciel sur la terre;
- la troisième, c'est une **situation** : cette cassure, cette lutte de classes qui était une réalité.

Or cette connaissance-là a beaucoup changé : nous ne pouvons pas reconstruire un socialisme sur une sociologie marxisante qui est désuète. Quant au transfert de religiosité, et bien il ne me paraît pas bon de substituer les religions horizontales aux religions verticales - pour parler comme Camus. Quand à la situation, elle est très différente de celle de 1848 : l'énergie cohérente de la classe

ENTRETIEN

ouvrière n'existe plus. Les trois sources du socialismes sont donc taries.

L'échec inévitable du «socialisme à la française» entraînera la démoralisation des meilleurs éléments de ce pays. Les gens de mon âge qui ont connu, après la Libération, ce que Lamartine appelait cette «éternelle déception» qu'est la politique, au lieu d'alimenter les illusions d'aujourd'hui, doivent se donner pour tâche de renouer la réalité avec l'espérance. Au cœur du projet socialiste, il y a ces deux thèmes qui me semblent toujours valables et qu'il faut reprendre : d'abord faire entrer l'économie dans la sphère de la conscience, ce qui ne veut pas dire de l'Etat. Ensuite restituer à la société le maximum d'autonomie, ce qui est exactement le contraire de ce que nos socialistes sont en train de faire.

UNE LETTRE DE LÉO HAMON

Vous m'avez invité à une table ronde qui doit se tenir le 12 novembre sur le thème «citoyenneté et politique professionnelle».

Comme je le craignais, je ne pourrai y venir : non seulement je ne serai pas à Paris le 12 novembre, mais encore je constate que j'ai devant moi une accumulation de travail en retard pour lequel les heures de ce «pont» ne seront pas de trop.

Je regrette de ne pouvoir être parmi vous non seulement à cause de la sympathie que je vous porte - que vous connaissez - mais encore en raison de la qualité du sujet.

J'ai lu, en son temps, avec intérêt, le livre très «stimulant» que lui a consacré Jacques Julliard, un livre auquel une actualité accrue est prêtée aujourd'hui par ce qu'on pourrait appeler «le désenchantement succédant à l'état de grâce» - plus précisément, la déception succédant aux grandes espérances amenées en 1981 par l'avènement de la gauche.

Nous sommes, c'est un fait que l'on n'a pas assez médité - même si on le reconnaît, dans l'ère des organisations : je veux dire que des sociétés volontairement constituées exercent sur les événements, une influence majeure. A leur propos, une vérité avait été entrevue par quelques-uns, il y a environ 3/4 de siècle quand Robert Michel décrivait «la loi d'airain de l'oligarchie» pesant sur les partis ! Il n'avait pas eu un très grand écho à l'époque, mais le fait est devenu maintenant une évidence : les organisations sont dominées par leur appareil et ces appareils s'arrogent le droit d'exprimer une volonté qui n'est pas nécessairement celle de leur base, de leur électorat : cette confiscation, par certains, du pouvoir qui leur a été donné est une forme moderne de féodalité. Ceux qui votent socialiste ne sont pas nécessairement représentés par le

COLLOQUE NOUVELLE CITOYENNETÉ

parti, ses adhérents eux-mêmes ne voient pas leur sensibilité traduite fidèlement par les meneurs du jeu.

Et naturellement, ce que j'écris ici à propos du Parti Socialiste peut être redit à propos des autres organisations.

Que faire contre cette professionnalisation de la politique ? Il est difficile de fournir un remède. La politique est une activité qui a ses techniques, ses vocations, ses conditions de savoir et de savoir faire et comme tous les milieux, toutes les spécialisations (même celles des généralités), elle n'est pas transparente. Peut-on l'éviter et faire vraiment de la politique la chose de tous ? J'y vois deux difficultés :

— d'une part - c'est un fait légitime et inévitable - la politique ne suscite pas chez tous le même intérêt : à la base de l'inégalité d'influence il y a l'inégalité d'intérêt éprouvé.

— d'autre part, chez chacun ses préoccupations particulières, familiales, professionnelles, locales, prennent une place majeure, de bonne foi, il voit l'intérêt général coïncider avec le sien, il croit que ce qui est bon pour lui est bon pour la société entière.

Molière avait déjà dit : «vous êtes orfèvre, Monsieur Josse». Mais il faut que le politique se place ici au point de vue de tous - qu'il sache voir les choses dans leur globalité et leur durée; et il faut, en outre, qu'il ait le goût, le temps et le talent, d'inspirer confiance aux citoyens, cela n'est pas courant.

Pour cette raison, notamment, je ne crois pas aux remèdes préconisés par Julliard, d'une limitation des mandats politiques à deux : le talent d'homme d'Etat n'est pas si fréquent et se parfait avec le temps, en avons-nous pléthore ?

Au surplus, on peut limiter les mandats à deux, mais empêchera-t-on le parlementaire non renouvelable de devenir secrétaire général de son parti ?

S'il est vrai que la volonté générale n'existe pas, il est vrai qu'il existe un intérêt global, comme je viens de le dire - et les syndicats s'installent - c'est leur vocation revendicatrice (et le mot même dit ce qu'il veut dire) dans le partiel.

UNE LETTRE DE LÉO HAMON

Mais il est vrai aussi que les partis eux-mêmes non transparents ont tendance à se mêler de tout, économie, culture, etc., et que cette omnivalence n'est pas sans inconvénient puisqu'elle tend à substituer l'intérêt du parti à celui de la société.

Je pense donc qu'il faut lutter contre le monopole des partis. Comment ? On ne peut qu'indiquer des remèdes dont aucun n'est suffisant mais auxquels leur réunion peut donner une efficacité.

La liberté de presse et de parole donnant à un homme isolé la possibilité d'agir sur l'opinion.

Le rôle d'homme de la nation entière, assumé par le Chef d'Etat - héréditaire selon vous, élu selon moi.

La pratique du référendum qui permet une expression directe autrement que par les canaux habituels.

Mais tout cela ne vaut que si les citoyens participent - en essayant de voir autre chose que leur intérêt particulier. Affaire d'instruction, de culture, d'effort continu.

Pour me résumer : le phénomène de la représentation me paraît inévitable, mais il faut éviter que la représentation soit exclusive et qu'elle constitue une nouvelle féodalité.

Mais la complexité du problème a été reconnue déjà par les rois de France.

Léo HAMON

LA FRANCE PEUT-ELLE AVOIR UNE AMBITION ?

La lutte de la France contre ce que l'on appelle aujourd'hui les impérialismes n'a jamais cessé, l'histoire le montre. La lutte contre l'hégémonie anglaise sur le continent, la confrontation de François Ier et du Saint Empire romain germanique de Charles Quint, la longue lutte contre la Maison d'Autriche, le combat pour la «liberté des mers» au XVIIIème siècle, la volonté de faire face à la montée allemande plus récemment en sont autant d'exemples.

Depuis 1945, la France doit faire face à une double hégémonie : l'impérialisme soviétique dont la menace est essentiellement militaire, le «modèle soviétique» s'étant effondré tant aux yeux de l'intelligentsia que pour la majeure partie de l'opinion publique, l'impérialisme américain qui mêle une indéniable volonté de défendre le «monde libre» à la tentative de faire «coïncider» trop étroitement ses intérêts et ceux des autres nations. Cet impérialisme intervenant, en Europe, de manière plus subtile, il est souvent moins perçu que l'impérialisme soviétique. Il n'en présente pas moins un danger essentiellement économique. Or, l'indépendance d'une nation ne se pose plus seulement en termes diplomatiques ou militaires mais aussi en termes économiques.

L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

D'emblée, une question s'impose. Le cadre national est-il bien adapté au développement économique moderne ?

Le cadre national est-il adapté ?

Un certain nombre d'éléments pourraient nous en faire douter : la politique de puissance menée par les Etats-Unis d'Amérique, la

INTERVENTION D'ALAIN SOLARI

concurrence des sociétés multinationales, les fluctuations du dollar qui ont transformé le système monétaire international en «bâteau ivre», l'ambiguïté même du dollar, moyen de paiement international mais également monnaie nationale, soumise comme telle aux seuls intérêts des Etats-Unis.

En outre les conséquences de cette situation ont été aggravées par les mouvements du libéralisme avancé qui s'est soumis à la division internationale du travail comme à une fatalité à laquelle la France devait s'adapter coûte que coûte.

Or miser sur les technologies futures pour que notre indépendance nationale perdure, n'est pas pour autant accepter la division internationale du travail, le rôle des sociétés multinationales ni le système monétaire international tel qu'il est. S'en remettre à une soit-disant spontanéité des mécanismes économiques revient, à terme, à aliéner notre développement et notre liberté. On ne peut pas non plus accepter un marché intérieur envahi par l'étranger. Ceux qui détiennent les positions dominantes sur les marchés ont pour but de préserver leurs avantages. Les pouvoirs publics et les entreprises ne peuvent, dans ces conditions, se soumettre aux tendances «spontanées» du marché international. Il leur faut faire des choix clairement affirmés; choix qui exigent une position solide à l'intérieur, indispensable base de départ à toute offensive sur les marchés internationaux.

Notons que ceux qui, en France, entrent en transe à la simple évocation d'un protectionnisme même limité, sont généralement moins sourcilleux quand il est pratiqué, ouvertement ou non, par d'autres : normes techniques allemandes, règlements sanitaires anglais, clauses non tarifaires américaines et autres... L'exemple du Japon montre par ailleurs que le protectionnisme n'est pas forcément un obstacle à l'exportation. Il y a donc nécessité d'un protectionnisme sélectif et temporaire, limité mais clairement pratiqué.

Cependant la volonté de conserver à la Nation sa réalité et son indépendance ne peut être confondue avec le repliement sur soi et l'autarcie. Comme les nationalisations, ce protectionnisme limité n'a de valeur qu'au service d'une politique clairement définie. Sans cela, il ne ferait que retarder les échéances.

En dernier lieu, il ne faut pas oublier que le cadre national est lié à une langue, et à un enseignement. Un pays développé ne peut se passer d'un enseignement efficace. Il devient donc plus qu'urgent de combler le fossé qui sépare l'université de la vie économique. L'université ne peut plus rester un monde «à part» dispen-

COLLOQUE NOUVELLE CITOYENNETÉ

sant un enseignement inadapté aux nécessités du développement économique.

Les chances de la France

La France est bien loin d'avoir joué toutes ses cartes. L'agriculture en est un exemple. Sa compétitivité s'est émoussée au regard, par exemple, de l'agriculture allemande. Les inquiétudes sont d'autant plus justifiées que le consensus en faveur de la politique agricole commune, à l'origine fruit d'une volonté politique autant qu'économique, paraît compromis (notamment depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun).

Pourtant un pays comme la France est en mesure de développer une industrie agro-alimentaire adaptée à sa vocation agricole. Bien d'autres insuffisances existent : ainsi les filières cuir, et bois. Dotée d'un cheptel important, la France n'a pas de véritable industrie du cuir. Pays le plus boisé d'Europe, la France supporte un déficit d'environ 8 milliards de francs car nous importons des meubles de pays qui nous achètent le bois. Il y a donc bien des domaines où la France conserve des chances dans la compétition internationale mais cela suppose qu'elle s'organise correctement.

— Lorsque la volonté et les moyens ont existé pour une réalisation technique déterminée, la France a généralement atteint son but : le téléphone, par exemple. Il est aujourd'hui indispensable de s'intéresser de très près au secteur de l'électronique, essentiel pour l'avenir. Mais sélectionner des « créneaux » d'avenir, ce qui ne va pas sans risque, combler le retard dans les secteurs de pointe, n'est pas suffisant. Dans une économie développée comme la nôtre, fournir un effort dans certains domaines n'implique pas fatalement une concentration massive de l'industrie française autour de quelques pôles exclusifs.

— Il nous faut miser sur le progrès technologique. Notre avenir est dans l'intelligence, le savoir faire et la volonté des Français et de leurs dirigeants. Comptabiliser les ressources matérielles ne suffit pas. La France n'est pas seulement 1% de la population mondiale, c'est aussi un pays souvent situé dans le peloton de tête en ce qui concerne les technologies de pointe (aviation, nucléaire). L'exemple du Japon montre qu'une nation privée de matières premières peut réussir en économie, pour peu qu'elle le veuille.

INTERVENTION D'ALAIN SOLARI

— Notre situation dans le domaine des produits à haute technologie montre, certes, un déficit dans les secteurs de l'informatique, des biens d'équipements professionnels, de la chimie fine, etc., mais révèle une situation excédentaire pour l'électronucléaire, l'armement, l'aéronautique.

— Quant aux services, ils nous ont permis, depuis 20 ans, d'équilibrer notre balance des paiements. Leur part dans les échanges (Travaux publics, banque, assurance, tourisme...) croît plus vite que celle des marchandises, et la France est excédentaire dans ce domaine. Pourtant les aides à l'exportation qui leur sont accordées sont inférieures à celles attribuées aux exportations de biens de consommation ou de marchandises. Ce phénomène est important, car dans le domaine des services, la qualité prime le coût.

Enfin, les chances de la France, face à la concurrence des nouveaux pays industriels, ne peuvent que reposer sur un progrès technologique rapide et l'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre en vue de tâches plus enrichissantes. Dans «La France quand même», Michel Sicurel écrit : «cette qualification va constituer, encore pour une longue période, un avantage important des pays développés. La France paraît, à cet égard, bien placée : elle disposera, en 1985, d'une proportion de cadres et de techniciens supérieurs dans la population active dépassant sensiblement la moyenne des pays industrialisés et présentant des possibilités de qualifications élevées. Elle doit pouvoir en tirer profit en développant parallèlement ses productions à haute technicité et en procédant à des exportations accrues de services d'encadrement technique et de gestion vers les pays en voie de développement.

Le rôle de l'Etat

Nous n'évoquons ici qu'un aspect du rôle de l'Etat : celui qui concerne les nationalisations. Ne constituant pas une fin en soi, elles peuvent avoir l'avantage de rétablir le contrôle de la Nation (par opposition au capital transnational) sur une partie essentielle de l'appareil productif national.

Mais elles peuvent également n'être qu'une étatisation, une bureaucratisation de l'économie qui ne changerait rien à la logique interne des grands groupes industriels ou financiers à la recherche de la puissance pour la puissance. Sans la définition claire d'une

COLLOQUE NOUVELLE CITOYENNETÉ

nouvelle politique industrielle nationale, les nationalisations ne sont rien, ne changent rien. On le voit bien aujourd'hui. La nationalisation de grands groupes risque à terme, de ne paraître qu'une réponse conjoncturelle qui ne résoud pas le mal dont sont atteints tous les géants : difficultés d'adaptation, dilution des responsabilités.

L'Etat doit remplir d'autres fonctions. Il a notamment un rôle essentiel à jouer dans les secteurs de pointe, là où il s'agit de prendre des risques trop lourds que les investisseurs privés refusent souvent. De plus, par l'importance de ses commandes, le secteur public peut accorder une priorité à certains choix industriels. «La France a bénéficié, à cet égard, dans de nombreux secteurs (construction électrique, aéronautique, télécommunications, équipements de transports) de l'effet de taille et de la continuité de débouchés qu'assure, aux industries productives, l'existence d'un acheteur public puissant». («La France quand même»).

La remise en cause du gigantisme

Le gigantisme n'est pas forcément synonyme d'efficacité. Les grands pays redécouvrent l'importance des petites et moyennes entreprises pour leur vitalité économique. S'adaptant plus facilement aux changements, souvent sources de l'innovation, elles permettent d'irriguer le pays et s'accordent mieux avec une régionalisation réelle. L'Allemagne de l'Ouest offre un exemple intéressant. L'industrie textile du sud de ce pays a fermé de nombreuses usines depuis 10 ans, mais cela s'est fait insensiblement : les victimes des licenciements ont été réembauchées presque immédiatement dans d'autres industries : par exemple celle des machines-outils.

En revanche, des régions entières de notre pays sont livrées à une mono-industrie qui constitue un redoutable problème en cas de difficultés. (cf. le textile des Vosges).

A cet égard, il est indispensable d'opérer une révision fondamentale de la politique d'aménagement du territoire.

L'INDÉPENDANCE DIPLOMATIQUE

La question débattue est celle des ambitions de la France. Depuis la dernière guerre, et surtout depuis que l'hypothèque de la colonisation a été levée, la France est ce que l'on appelle «une

INTERVENTION D'ALAIN SOLARI

puissance moyenne». Cependant, ce qu'elle dit peut avoir une grande répercussion dans le monde.

Le rôle spécifique de la France

D'une certaine manière ce statut de «puissance moyenne» est une force car il lève toute ambiguïté quant à une éventuelle politique «impérialiste».

Par ailleurs, la France a conservé des relations privilégiées avec ses anciennes colonies, même si ces relations ne sont pas toujours parfaites et totalement «pures».

Notre langue est encore très largement parlée sur la planète; ce fait donne nécessairement une dimension «supplémentaire» à notre pays.

Ces facteurs ont permis à la France de mener traditionnellement une politique spécifique dans le bassin méditerranéen et, par extension, en Afrique et dans le monde arabe. Pour l'ensemble de ces pays et, plus largement, pour l'Amérique latine et les pays sous-développés, la France n'est pas seulement une puissance marchande ou militaire; ce qu'elle dit a de l'importance dès lors qu'elle refuse l'alignement.

Il faut cependant noter qu'un effacement sur le plan économique limiterait son discours aux bonnes intentions. Pour être aujourd'hui présent dans le monde, il faut être fort économiquement. Il faut également être capable d'assurer militairement sa défense.

La défense

Elle n'est envisagée ici que d'un double point de vue :

— Si la voix de la France est écoutée dans le monde, c'est parce qu'elle est capable d'assurer elle-même sa défense. Elle peut ainsi refuser l'alignement sur l'un des blocs. Il est significatif que toutes les forces politiques (même si c'est au bout des lèvres pour le P.C.) approuvent la force de frappe; y compris celles qui, dans le passé, la désapprouvaient. Mais les mutations technologiques, l'évolution de la précision des armements font qu'il n'y a plus de situations acquises et qu'il est impérieux de fournir l'indispensable effort de modernisation des armements et d'adaptation de l'appareil militaire.

COLLOQUE NOUVELLE CITOYENNETÉ

— Au sein de l'Europe occidentale, l'indépendance militaire permet à la France de faire contrepoids à la puissance économique allemande. Si l'effort nécessaire est consenti, il est même possible d'envisager que la force française permette, à terme, à l'Europe de s'affranchir de la domination américaine, sans tomber sous la coupe soviétique. Cela donnerait à la France une place privilégiée. Mais, dans la situation pour le moins actuelle, cela paraît pour le moins prématuré.

L'Europe

Dans ce domaine comme dans les autres, il faut se garder de toute idéologie et en premier lieu d'un «européisme béat». Le pragmatisme doit être de rigueur. Tant que l'économie mondiale était en plein développement, l'Europe était parée de toutes les vertus et ce développement était porté à son crédit sans démonstration sérieuse. On oubliait que certains pays se développaient parallèlement sans appartenir pour autant à la C.E.E. L'éloge de l'Europe s'accompagnait de celui du libéralisme et du libre-échange.

Aujourd'hui, avec la crise, on mesure mieux les limites de cette Europe. La protection vis-à-vis de l'extérieur fonctionne bien souvent comme une passoire. Citons par exemple les relations privilégiées des deux Allemagnes ou bien encore les accords automobiles italiens et anglais avec le Japon. La solidarité européenne reste souvent un vain mot comme en témoignent les problèmes posés par l'attitude anglaise face à la politique agricole commune.

Ainsi des problèmes très importants - politiques énergétiques et pétrolières, acier - n'ont pu être résolus.

On a trop oublié que les pays membres du Marché commun, au lieu d'être économiquement complémentaires se trouvent en situation de concurrence.

Cela dit, la recherche d'une coopération économique privilégiée avec nos voisins immédiats est naturelle et certains succès (Aéronautique civile, Airbus, Ariane) ne sont pas négligeables.

Une attitude pragmatique, qui fut d'ailleurs celle du général de Gaulle, paraît donc indispensable : si nous pouvons conserver notre identité et préserver nos intérêts au sein d'un ensemble qui s'affirmera face aux deux blocs, il ne faut pas hésiter.

En revanche, si la France doit se diluer dans un ensemble occidental libre-échangiste sur le plan économique et atlantiste sur le

INTERVENTION D'ALAIN SOLARI

plan militaire, nous devons nous y opposer. Mais l'Europe ne saurait nous faire oublier le rôle historique de la France dans le bassin méditerranéen et en Afrique.

Une politique méditerranéenne et africaine

Sans que cela exclut la possibilité de resserrer nos liens avec l'Amérique latine et l'Asie, la géographie et l'histoire nous poussent à une coopération étroite avec les pays latins et musulmans, riverains de la Méditerranée. Leur intérêt est de limiter les incursions des deux grands dans ces régions où il n'ont en principe pas leur place. Une politique concertée des échanges est donc à définir. Elle ne peut reposer que sur l'équité et l'équilibre dans le développement et non sur un libéralisme économique classique.

Un nouvel espace économique et politique se dessinerait alors, composé du bassin méditerranéen et de l'Afrique. Le dénominateur commun en serait la résistance aux deux grandes hégémonies.

Il faut ainsi espérer que la visite du président algérien constitue une base pour une réelle coopération avec l'Algérie.

En revanche la position française au Liban et au Proche-Orient mêle justesse et ambiguïtés.

Le «dialogue» Nord/Sud

Même si la France fait partie des pays développés, elle n'a pas intérêt à jouer la carte d'une solidarité frileuse avec les autres pays privilégiés (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne qui bloquent le dialogue Nord/Sud).

Une telle attitude ne serait pas conforme à sa vocation de puissance moyenne depuis la décolonisation. Jouer une telle carte serait nécessairement ressenti dans le monde comme un alignement, lequel n'est pas conforme à nos intérêts à long terme :

- les pays sous-développés du «Sud» ne sont pas entraînés par de dangereux révolutionnaires, mais par des Etats réalistes et modérés qui souhaitent depuis longtemps un nouvel ordre économique international,
- ces pays sont des alliés potentiels dans la remise en cause du système monétaire international actuel qui fait la part trop belle aux Etats-Unis,
- la France, comme les pays sous-développés, a intérêt sur le plan international à ne pas laisser jouer la «loi du marché» qui n'est que la loi du plus fort.

COLLOQUE NOUVELLE CITOYENNETÉ

Des relations entre Etats sur une base plus égalitaire permettraient également à la France de mieux choisir son développement économique, plutôt que de le subir.

Même si c'est à une échelle différente, le développement auto-centré auquel aspirent les pays pauvres, nous intéresse également.

Jouer la solidarité des riches, c'est subir la loi du plus riche.

La Francophonie

La France ne saurait se désintéresser du fait francophone :

– Il s'agit tout autant de recevoir que de donner : les littératures du Maghreb ou du Québec peuvent nous apporter beaucoup et constituent une ouverture.

– Le fait qu'il y ait des francophones dans le monde entier donne, par la force des choses, une dimension supplémentaire à ce que la France peut dire. Son influence ne se limite pas à l'hexagone et à 50 millions d'individus.

Certes, l'identité culturelle d'un peuple ne peut s'affirmer seulement dans la négation. Une langue vit de création et d'échanges continuels. Les apports extérieurs peuvent l'enrichir s'ils sont assimilés. D'autre part, aucune renaissance ne se décrète et ne peut être le produit de la machine d'Etat.

Il n'en reste pas moins que nous avons à dominer les mécanismes générateurs de conformisme et d'uniformisation qui menacent nos libertés et notre identité. Là encore, si la France ne s'efface par sur les plans diplomatique et économique, le français sera autre chose qu'une simple langue «de culture» en perte de vitesse.

POUVOIR ET LIBERTÉ CHEZ BENJAMIN CONSTANT

La mode est au libéralisme. Elle a ceci de bon qu'elle nous incite à relire ou à découvrir des auteurs naguère éliminés par le marxisme dominant pour cause de «bourgeoisie». Si Tocqueville a réussi à traverser la grande glaciation marxiste (1), notamment grâce à Raymond Aron, d'autres semblaient voués à un oubli méprisant. Ils commencent aujourd'hui à sortir d'un long purgatoire grâce à quelques chercheurs et par suite du changement de conjoncture politique. D'aucuns, qui se contentaient de gérer le présent, partent à la recherche de racines «républicaines» et se font les hérauts d'une tradition libérale quelque peu négligée. Celle-ci, il est vrai, vaut mieux que ce qu'on en disait. Mais elle réserve aussi quelques surprises. Prenons donc le libéralisme au sérieux.

(1) Cf «Cité» 5
«Tocqueville et la
démocratie»

(2) Benjamin
Constant :
«De la liberté
chez les
modernes»
(Le Livre de
Poche «Pluriel»)
Les chiffres entre
parenthèses ren-
voient aux pages
de cette édition.

Sérieux est bien le mot, lorsqu'il s'agit de Benjamin Constant. A nouveau publié par les soins de Marcel Gauchet (2) et éclairé par sa remarquable préface, l'auteur d'«Adolphe» n'est pas de ceux qui bâclent en deux cents pages des essais brillants et approximatifs. Les méditations politiques de Constant forment un ensemble certes impressionnant mais d'une lecture ardue. Le digne auteur de «L'Esprit de conquête» (1814), des «Principes politiques» (1815), du «Cours de Politique Constitutionnelle» est cependant un homme sensible, instable et ambitieux. Né en 1767 à Lausanne dans une famille protestante, il fait ses études à Oxford, à Erlanger et à Edimbourg. Il se trouve à Paris en 1789, puis gagne la Suisse. Il y rencontrera en 1794 Madame de Staël, qu'il accompagne à Paris. Il approuve le 18 Brumaire et siège au Corps législatif et au Tribunat.

ETUDE

Puis c'est l'exil, en 1803, et le début d'une longue opposition à Napoléon. Après l'effondrement de l'Empire, il rejoint le parti royaliste constitutionnel sous l'influence de Madame Récamier. Lors du retour de l'île d'Elbe, il s'oppose à l'usurpateur une nouvelle fois... puis s'y rallie au point de rédiger l'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire. Louis XVIII lui pardonnera. De 1816 à 1830, date de sa mort, Benjamin Constant règne, dans la presse («Le Mercure», «La Minerve française») et à la Chambre : il eût sur sa génération, écrit Jean-Jacques Chevalier, une influence aussi importante que celle de Gide sur la génération de l'entre-deux guerres. Une analyse, même succincte, de sa pensée, montre que cette influence n'a pas été usurpée.

LE RETOURNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Au moment où l'on songe à célébrer le deuxième centenaire de la Révolution française, il n'est pas inutile de lire ceux qui ont pu observer l'événement et en tirer les leçons : ils disent l'essentiel de ce que nous sommes en train de redécouvrir non sans peine. La Révolution n'est pas l'avènement de la liberté mais la mise en place du despotisme moderne. Benjamin Constant n'a certes pas, pour l'Ancien Régime, les yeux des contre-révolutionnaires de son époque. Tout entier guidé par l'amour de la liberté, il constate simplement que celle-ci ne peut être fondée, même provisoirement, sur ce qui la nie. La Révolution s'analyse comme un retournement diabolique : à l'affirmation grandiose de la Liberté et de l'Egalité théorique, succède leur négation pratique. «Aucun privilège ne pèsera sur les citoyens, écrit Constant, mais tous les jours les hommes suspects seront frappés sans être entendus; la vertu sera la première ou la seule distinction, mais les plus persécuteurs et les plus violents se créeront un patriciat de tyrannie maintenu par la Terreur; les lois protégeront les propriétés, mais l'expropriation sera le partage des individus ou des classes soupçonnées; le peuple élira ses magistrats, mais s'il ne les élit dans le sens prescrit d'avance, ses choix seront déclarés nuls; les opinions seront libres, mais toute opinion contraire non seulement au système général, mais aux moindres mesures de circonstance, sera punie comme un attentat.

«Tel fut le langage, telle fut la pratique des réformateurs de la France, durant de longues années.

«Ils remportèrent des victoires apparentes, mais ces victoires étaient contraires à l'esprit de l'institution qu'ils voulaient établir;

POUVOIR ET LIBERTÉ CHEZ BENJAMIN CONSTANT

et, comme elles ne persuadaient point les vaincus, elles ne rassuraient point les vainqueurs. Pour former les hommes à la liberté, on les entourait de l'effroi des supplices; on rappelait avec exagération les tentatives qu'une autorité détruite s'était permises contre la pensée, et l'asservissement de la pensée était le caractère distinctif de la nouvelle autorité; on déclamait contre les gouvernements.

«On ajournait la liberté, disait-on, jusqu'à ce que les factions se fussent calmées, mais les factions ne se calment que lorsque la liberté n'est plus ajournée. Les mesures violentes, adoptées comme dictature en attendant l'esprit public, l'empêchent de naître; on agit dans un cercle vicieux; on marque une époque qu'on est certain de ne pas atteindre, car les moyens choisis pour l'atteindre ne lui permettent pas d'arriver. La force rend de plus en plus la force nécessaire; la colère s'accroît par la colère; les lois se forgent comme des armes; les codes deviennent des déclarations de guerre; et les amis aveugles de la liberté, qui ont cru l'imposer par le despotisme, soulèvent contre eux toutes les âmes libres, et n'ont pour appuis que les plus vils flatteurs du pouvoir.» (192-193)

De même l'amour des peuples, l'ardent désir de leur apporter la liberté conduit au bellicisme généralisé, à l'esprit de conquête et à l'oppression : «l'on avait inventé, durant la Révolution française un prétexte de guerre inconnu jusqu'alors, celui de délivrer les peuples du joug de leurs gouvernements, qu'on supposait illégitimes et tyranniques. Avec ce prétexte on a porté la mort chez les hommes, dont les uns vivaient tranquilles sous des institutions adoucies par le temps et l'habitude, et dont les autres jouissaient, depuis plusieurs siècles, de tous les bienfaits de la liberté : époque à jamais honteuse où l'on vit un gouvernement perfide graver des mots sacrés sur ses étendards coupables, troubler la paix, violer l'indépendance, détruire la prospérité de ses voisins innocents, en ajoutant au scandale de l'Europe par des protestations mensongères de respect pour les droits des hommes, et de zèle pour l'humanité ! La pire des conquêtes, c'est l'hypocrite, dit Machiavel, comme s'il avait prédit notre histoire». (135)

(3) «Il y avait, en France, sous la monarchie, soixante mille hommes de milice. L'engagement était de six ans. Ainsi le sort tombait chaque année sur dix mille hommes. M. Necker appelle la milice une effrayante loterie. Qu'aurait-il dit de la conscription ?» (140)

Les conséquences de cet immense bouleversement sont politiques, mais sociales aussi : avec la Révolution, puis avec Napoléon, le despotisme engendre l'abstraction et l'uniformisation de la

ETUDE

société. «On parle sans cesse du grand empire, note Constant, de la nation entière, notions abstraites, qui n'ont aucune réalité. Le grand empire n'est rien, quand on le conçoit à part des provinces; la nation entière n'est rien, quand on la sépare des fractions qui la composent. C'est en défendant les droits des fractions qu'on défend les droits de la nation entière; car elle se trouve répartie dans chacune de ces fractions. Si on les dépouille successivement de ce qu'elles ont de plus cher, si chacune, isolée pour être victime, redevient, par une étrange métamorphose, portion du grand tout, pour servir de prétexte au sacrifice d'une autre portion, l'on immole à l'être abstrait les êtres réels; l'on offre au peuple en masse l'holocauste du peuple en détail.» (151) C'est ainsi que l'idéologie de la patrie tue la patrie charnelle : «il est assez remarquable que l'uniformité n'ait jamais reconstruit plus de faveur que dans une révolution faite au nom des droits et de la liberté des hommes. L'esprit systématique s'est d'abord extasié sur la symétrie. L'amour du pouvoir a bientôt découvert quel avantage immense cette symétrie lui procurait. Tandis que le patriotisme n'existe que par un vif attachement aux intérêts, aux mœurs, aux coutumes de localité, nos soi-disant patriotes ont déclaré la guerre à toutes ces choses. Ils ont tari cette source naturelle du patriotisme, et l'ont voulu remplacer par une passion factice envers un être abstrait, une idée générale, dépouillée de tout ce qui frappe l'imagination et de tout ce qui parle à la mémoire. Pour bâtir l'édifice, ils commençaient par broyer et réduire en poudre les matériaux qu'ils devaient employer. Peu s'en est fallu qu'ils ne désignassent par des chiffres les cités et les provinces, comme ils désignaient par des chiffres les légions et les corps d'armée : tant ils semblaient craindre qu'une idée morale ne pût se rattacher à ce qu'ils instituaient !» (147)

LA SOCIÉTÉ MODERNE

Ne faisons pas de Benjamin Constant un adversaire de la Révolution. S'il condamne ses excès, il la juge cependant «heureuse» quand à ses résultats puisqu'elle est à l'origine du gouvernement représentatif qui est la seule véritable garantie de la liberté. S'il y a eu un renversement de la liberté en son contraire, c'est par suite d'une erreur de perspective : la Révolution a voulu imiter une Antiquité rêvée, retrouver la grandeur des républiques anciennes alors que celles-ci étaient d'une nature différente, alors que la liberté telle qu'elle était vécue par les Anciens ne peut se retrouver dans les nations modernes. La taille réduite des cités antiques,

POUVOIR ET LIBERTÉ CHEZ BENJAMIN CONSTANT

leur organisation sociale, le système de l'esclavage et leurs finalités font qu'elles ne peuvent être exemplaires : dans le monde antique et dans le monde moderne, la liberté politique et la liberté individuelle ont des statuts presque opposés. «Chez les anciens, l'individu, souverain presque habituellement dans les affaires publiques, est esclave dans tous ses rapports privés. Comme citoyen, il décide de la paix et de la guerre; comme particulier, il est circonscrit, observé, réprimé dans tous ses mouvements; comme portion du corps collectif, il interroge, destitue, condamne, dépouille, exile, frappe de mort des magistrats ou ses supérieurs, comme soumis au corps collectif, il peut à son tour être privé de son état, dépouillé de ses dignités, banni, mis à mort par la volonté discrétionnaire de l'ensemble dont il fait partie. Chez les modernes, au contraire, l'individu, indépendant dans la vie privée, n'est, même dans les Etats les plus libres, souverain qu'en apparence. Sa souveraineté est restreinte, presque toujours suspendue; et si à époques fixes, mais rares, durant lesquelles il est encore entouré de précautions et d'entraves, il exerce cette souveraineté, ce n'est jamais que pour l'abdiquer.» (496)

La modernité, selon Constant, porte en elle l'aspiration à un bonheur privé engendré par les progrès de la civilisation, les échanges commerciaux et la communication entre les peuples. Alors que les anciens compensaient la rigueur de leur existence privée par une intense activité publique, c'est le contraire qui se produit dans les sociétés modernes : «l'immense majorité, toujours exclue du pouvoir, n'attache nécessairement qu'un intérêt très passager à son existence publique». D'où une profonde modification de l'esprit public et un affaiblissement du souci politique : «Nous avons perdu en imagination ce que nous avons gagné en connaissances : nous sommes par là-même incapables d'une exaltation durable : les anciens étaient dans toute la jeunesse de la vie morale; nous sommes dans la maturité, peut-être dans la vieillesse; nous traînons toujours après nous je ne sais quelle arrière-pensée qui naît de l'expérience, et qui défait l'enthousiasme. La première condition pour l'enthousiasme, c'est de ne pas s'observer soi-même avec finesse. Or, nous craignons tellement d'être dupes, et surtout de le paraître, que nous nous observons sans cesse dans nos impressions les plus violentes. Les anciens avaient sur toutes choses une conviction entière; nous n'avons presque rien qu'une conviction molle et flottante, sur l'incomplet de laquelle nous cherchons en vain à nous étourdir.» (185)

ETUDE

Analyse pertinente, qui vaut encore pour la société contemporaine. On comprend que, entre l'aspiration individualiste des hommes du 18ème siècle et les prétentions abstraites, militantes et totalisantes des acteurs de la Révolution, le choc ait été brutal et sanglant. Pour reprendre les analyses de Vico, les révolutionnaires ont voulu revivre l'âge des héros, alors que l'âge des hommes était déjà commencé.

D'où la critique sévère que Benjamin Constant adresse à Rousseau. Certes, l'auteur des «Principes de politique» ne conteste pas le principe de la souveraineté du peuple. Pour lui, le seul pouvoir légitime est celui qui reconnaît les droits de la volonté générale. Encore faut-il bien définir la nature et les limites de la souveraineté du peuple : «dans une société fondée sur la souveraineté du peuple, il est certain qu'il n'appartient à aucun individu, à aucune classe, de soumettre le reste à sa volonté particulière; mais il est faux que la société tout entière possède sur ses membres une souveraineté sans bornes». Ces bornes sont posées par l'individu, par son droit à une existence indépendante, à une autonomie, à une vie propre qui doit demeurer «hors de toute compétence sociale». Si le pouvoir passe ces bornes, s'il intervient dans le champ de l'existence personnelle, il devient despotique quelle que soit sa forme (aristocratique, monarchique, démocratique) et même si une majorité approuve ses actes. Le retournement du principe de liberté contre lui-même, la dérive despotique - nous dirions totalitaire - de la démocratie ne vient, selon Constant, ni de la méchanceté des hommes, ni de l'enchaînement des circonstances, mais d'une erreur stratégique : au lieu de détruire le pouvoir absolu, les révolutionnaires n'ont fait que déplacer sa puissance. «L'erreur de ceux qui, de bonne foi dans leur amour de la liberté, ont accordé à la souveraineté du peuple un pouvoir sans bornes, vient de la manière dont se sont formées leurs idées en politique. Ils ont vu dans l'histoire un petit nombre d'hommes, ou même un seul, en possession d'un pouvoir immense, qui faisait beaucoup de mal, mais leur courroux s'est dirigé contre les possesseurs du pouvoir et non contre le pouvoir même. Au lieu de le détruire, ils n'ont songé qu'à le déplacer. C'était un fléau, ils l'ont considéré comme une conquête. Ils en ont doté la société entière. Il a passé forcément d'elle à la majorité, de la majorité entre les mains de quelques hommes, souvent dans une seule main : il fait tout autant de mal qu'auparavant : et les exemples, les objections, les arguments et les faits se sont multipliés contre toutes les institutions politiques». (270-271)

POUVOIR ET LIBERTÉ CHEZ BENJAMIN CONSTANT

Telle est l'erreur de J.-J. Rousseau, qui a fait du «Contrat social» «le plus terrible auxiliaire de tous les genres de despotisme». Dans le contrat, chaque membre de la société aliène ses droits au corps social, et cela sans préjudice puisque chacun, se donnant à tous, ne se donne à personne. Théoriquement séduisante, la construction de Rousseau se heurte à une impossibilité pratique : il faut bien qu'une force soit donnée à la loi, qu'une autorité s'exerce, ce qui pose le problème de la délégation à un ou à plusieurs législateurs. L'aliénation de la liberté n'est donc pas anodine. De là découle l'insurmontable paradoxe de la souveraineté absolue, que Rousseau évite pratiquement en se posant lui-même comme législateur, et qu'il tente de résoudre théoriquement au prix d'une destruction de son système. «Rousseau lui-même a été effrayé de ces conséquences; frappé de terreur à l'aspect de l'immensité du pouvoir social qu'il venait de créer, il n'a su dans quelles mains déposer ce pouvoir monstrueux, et n'a trouvé de préservatif contre le danger inséparable d'une pareille souveraineté, qu'un expédient qui en rendit l'exercice impossible. Il a déclaré que la souveraineté ne pouvait être ni aliénée, ni déléguée, ni représentée. C'était déclarer en d'autres termes qu'elle ne pouvait être exercée; c'était anéantir de fait le principe qu'il venait de proclamer.» (272-273)

Contre l'absolutisme de la souveraineté, qui peut aussi bien concerner les aristocraties et les monarchies que les démocraties, Benjamin Constant propose une souveraineté limitée par les droits des individus : «les citoyens possèdent des droits individuels indépendants de toute autorité sociale ou politique, et toute autorité qui viole ces droits devient illégitime. Les droits des citoyens sont la liberté individuelle, la liberté religieuse, la liberté d'opinion, dans laquelle est comprise sa publicité, la jouissance de la propriété, la garantie contre tout arbitraire. Aucune autorité ne peut porter atteinte à ces droits, sans déchirer son propre titre» (275)

Conception bourgeoise des libertés formelles, diront les marxistes. Certes, Constant fait du droit des propriétés le fondement de l'ordre social et il s'accommode fort bien, comme beaucoup d'hommes de son temps, de la condition qui est faite aux non-propriétaires dans la démocratie représentative et dans la société d'égalité dont il décrit, avant Tocqueville, la marche invariable. Demeure cependant l'affirmation de l'autonomie des personnes, du respect de leurs droits, dont on découvre aujourd'hui la valeur au

ETUDE

sortir des délires totalitaires... Mais plutôt que de reprendre ce débat connu, il importe de saisir un autre aspect de l'actualité de Benjamin Constant, qui concerne les relations entre le pouvoir politique et la société civile.

POUVOIR ET SOCIÉTÉ

La réflexion de Constant sur la liberté chez les anciens et les modernes le conduit à souligner la «mutation dans l'articulation du corps social», comme le dit Marcel Gauchet. Au monde de l'insertion de l'individu dans le tissu social et de subordination au tout, a succédé une société individualiste, dans laquelle chacun cherche son bonheur dans l'autonomie. Dès lors, la conception même du pouvoir doit changer. Au lieu d'être volontariste, totalisant, créateur de rapports sociaux, l'Etat doit respecter l'autonomie du corps social, se contenter de donner force aux lois que celui-ci produit, exprimer et présider la société au lieu de lui imprimer sa marque. Pour Constant, il est faux de dire que les lois sont l'expression de la volonté générale; «Les lois sont la déclaration des relations des hommes entre eux. Du moment où la société existe, il s'établit entre les hommes certaines relations; ces relations sont conformes à leur nature, car si elles n'étaient pas conformes à leur nature, elles ne s'établiraient pas. Les lois ne sont autre chose que ces relations observées et exprimées. Elles ne sont pas la cause de ces relations qui au contraire leur sont antérieures. Elles déclarent que ces relations existent. Elles sont la déclaration d'un fait. Elles ne créent, ne déterminent, n'instituent rien, sinon des formes pour garantir ce qui existait avant leur institution. Il s'ensuit qu'aucun homme, aucune fraction de la société, ni même la société entière ne peut, à proprement parler et dans un sens absolu s'attribuer le droit de faire des lois...» (57)

Le propre du politique, c'est de faire exister une société qui se produit elle-même, qui s'auto-organise et s'auto-gère : théorie, donc, d'un pouvoir limité dans sa souveraineté afin que soit garantie la liberté des individus. A cette théorie correspond l'exigence pratique du gouvernement représentatif, de la séparation des pouvoirs et du fédéralisme dont Benjamin Constant est un intelligent défenseur. Tout ceci est trop connu pour qu'il soit besoin d'y insister. Mais la pensée politique de Benjamin Constant ne se ramène pas aux maximes classiques du libéralisme. Malgré sa défiance à l'égard du pouvoir, malgré ses préférences personnelles,

POUVOIR ET LIBERTÉ CHEZ BENJAMIN CONSTANT

Constant ne nie pas la nécessité d'un pouvoir vrai, et ne peut se satisfaire d'une république bienveillante. Constant se méfie trop du despotisme de la liberté, des tyrannies démocratiques qu'il a vues à l'œuvre. C'est pourquoi la simple distinction du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire ne saurait constituer, à ses yeux, une garantie suffisante : «le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, et le pouvoir judiciaire, sont trois ressorts qui doivent coopérer, chacun dans sa partie, au mouvement général : mais quand ces ressorts dérangés se croisent, s'entrechoquent et s'entravent, il faut une force qui les remette à leur place. Cette force ne peut pas être dans l'un des ressorts, car elle lui servirait à détruire les autres. Il faut qu'elle soit en dehors, qu'elle soit neutre, en quelque sorte, pour que son action s'applique partout où il est nécessaire qu'elle soit appliquée, et pour qu'elle soit préservatrice, réparatrice, sans être hostile.» (280)

Or, «le vice de presque toutes les constitutions a été de ne pas avoir créé un pouvoir neutre, mais d'avoir placé la somme totale d'autorité dont il doit être investi dans l'un des pouvoirs actifs. Quand cette somme d'autorité s'est trouvée réunie à la puissance législative, la loi, qui ne devait s'étendre que sur des objets déterminés, s'est étendue à tout. Il y a eu arbitraire et tyrannie sans bornes. De là les excès du long parlement, ceux des assemblées du peuple dans les républiques d'Italie, ceux de la Convention, à quelques époques de son existence. Quand la même somme d'autorité s'est trouvée réunie au pouvoir exécutif, il y a eu despotisme...» (281)

C'est pourquoi Benjamin Constant se déclare partisan, malgré ses préférences républicaines, de la monarchie constitutionnelle. Celle-ci «nous offre (..) ce pouvoir neutre, si indispensable à toute liberté régulière. Le roi, dans un pays libre, est un être à part, supérieur aux diversités des opinions, n'ayant d'autre intérêt que le maintien de l'ordre, et le maintien de la liberté, ne pouvant jamais rentrer dans la condition commune, inaccessible en conséquence à toutes les passions que cette condition fait naître, et à toutes celles que la perspective de s'y retrouver nourrit nécessairement dans le cœur des agents investis d'une puissance momentanée. Cette auguste prérogative de la royauté doit répandre dans l'esprit du monarque un calme, et dans son âme un sentiment de repos, qui ne peuvent être le partage d'aucun individu dans une position inférieure. Il plane, pour ainsi dire, au-dessus des agitations humaines, et c'est le chef-d'œuvre de l'organisation politique

ETUDE

d'avoir ainsi créé, dans le sein même des dissentiments sans lesquels nulle liberté n'existe, une sphère inviolable de sécurité, de majesté, d'impartialité, qui permet à ces dissentiments de se développer sans péril, tant qu'ils n'excèdent pas certaines limites, et qui, dès que le danger s'annonce, y met un terme par des moyens légaux, constitutionnels, et dégagés de tout arbitraire. Mais on perd cet immense avantage, soit en rabaisant le pouvoir du monarque au niveau du pouvoir exécutif, soit en élevant le pouvoir exécutif au niveau du monarque». (282)

Dès le premier tiers du 19^{ème} siècle, Benjamin Constant indique, à la suite d'un raisonnement sans faille, la seule solution possible au problème du pouvoir, dès lors que son existence nécessaire doit être conciliée avec la liberté. L'idée du «pouvoir neutre», placé au-delà des conflits de la société, arbitrant ceux-là et faisant exister celle-ci, sera négligée pendant plus d'un siècle. Nos échecs constitutionnels et nos faillites politiques procèdent de cet aveulement sur la question du pouvoir - si bien posée et si clairement résolue par Benjamin Constant. Il faudra attendre le retour du général de Gaulle en 1958 pour que l'idée d'un pouvoir arbitral et indépendant s'impose à nouveau. Il faudra attendre plus longtemps encore pour que les philosophes politiques retrouvent à leur tour cette idée fondamentale. Proche du souci gaullien de l'arbitrage, l'idée de pouvoir neutre n'est pas étrangère à la «latéralité» du pouvoir selon Claude Bruaire (4) et aux recherches actuelles sur l'extériorité. Penseur de la liberté moderne, Benjamin Constant a su dépasser une modernité acharnée à réintégrer le pouvoir politique dans la société civile et à en faire l'instrument de ses fractions.

(4) Claude
Bruaire
«La Raison
politique»
(Fayard)

Club Nouvelle Citoyenneté de Paris

PLAIDOYER POUR UNE CROISSANCE AUTOCENTRÉE

A l'heure où les mutations industrielles sont à la une de l'actualité paraît un livre qui tente de démontrer que seule une croissance élevée peut permettre à la France de sortir de la crise.

Selon André Gjebine, deux phénomènes sont à l'origine du processus de dégradation de notre économie, qui se traduit dans les faits par une forte inflation, un accroissement du nombre de chômeurs et une dégradation de la balance commerciale. Latents dans les années 60 ils sont révélés en 1973, par le premier choc pétrolier. Il s'agit du retour à l'équilibre budgétaire qui a conduit les entreprises et les ménages à s'endetter auprès des banques commerciales et de l'absence de politique sociale qui a contraint les différents gouvernements à résoudre les problèmes sociaux par des hausses de salaires nominaux sans rapport avec les gains de productivité.

Il en est résulté une inflation par les coûts et une détérioration de notre commerce extérieur puisque des coûts supérieurs à ceux de nos partenaires restreignent la compétitivité de nos entreprises.

Or, constate A. Grjebine, les mesures adoptées pour y remédier ont consisté à faire comme s'il s'agissait d'une inflation par la demande. Il s'en est ensuivi une politique d'austérité dont les mécanismes sont désormais bien connus : il suffit de comprimer la demande par une restriction du crédit. Conséquences : on assiste à une diminution de la consommation, de la production et des investissements, sans que, pour autant, la hausse des coûts de production soit enrayée.

A un diagnostic erroné, inspiré par l'orthodoxie économique ambiante, ont correspondu des remèdes inadaptés à la situation qui n'ont fait qu'accroître nos difficultés; et le gouvernement actuel qui opte à son tour, pour une politique de rigueur ne paraît pas en mesure d'échapper à cette fatalité de l'échec.

Cela ne laisse rien présager de bon pour l'avenir car notre économie est en état d'urgence. La situation préoccupante de ces derniers mois nécessite un changement rigoureux et rapide de politique, le temps jouant en notre défaveur. En effet, l'austérité sans être un remède au déficit extérieur et à l'inflation «conduit à un processus de dégradation qui s'auto-entretient et appelle une austérité toujours plus grande». Une expansion soutenue et durable devient alors indispensable, mais pour éviter que la relance ne débouche sur un déficit extérieur intolérable comme ce fut le cas en 75 et en 81 après les politiques de relance de la consommation menées respectivement par Chirac et Mauroy, A. Grjebine préconise des mesures précises.

— Réduire la contrainte extérieure : pour y parvenir il faut mener de front une politique à long terme qui se fixe pour objectif la dynamisation du tissu industriel français et une politique à plus court terme (mais prioritaire) de diminution de la dépense énergétique, relativement facile à mettre en œuvre puisque dépendant, dans une large mesure, de l'Etat. Ainsi la construction d'un réseau national de chaleur à partir des centrales électriques existantes, permettrait une économie de 40% en 4 ans sur notre facture énergétique pour un investissement annuel de 30 milliards de francs...

— Rendre à l'Etat son pouvoir monétaire. Il ne s'agit pas d'une création de monnaie par l'Etat mais du remplacement d'une «monnaie endettée» par une «monnaie libre de tout endettement». «Il suffirait, pour ce faire, de mettre en œuvre le changement des contreparties par une simple réduction des impôts allant de pair avec une certaine restriction de la création de monnaie par les banques». Un rééquilibrage des contreparties de la masse monétaire s'effectuant ainsi petit à petit au détriment des crédits à l'économie (qui représentaient 89% de la création monétaire en 1982) en faveur des créances sur le Trésor public.

Un tel projet ne pourrait être mené à bien sans un grand programme d'investissement public (une relance par les investissements - effet multiplicateur oblige - s'avère en effet plus adéquate qu'une relance par la consommation) et une nouvelle présentation du budget de l'Etat.

— Mesure complémentaire : intéressement des travailleurs aux affaires de l'entreprise afin de limiter les revendications sociales.

De ces mesures d'urgence dépend la réussite d'une politique économique qui aboutira à :

PLAIDOYER POUR UNE CROISSANCE AUTOCENTRÉE

1/ Une diminution de l'inflation par un allègement sensible des charges de l'entreprise (car dans l'hypothèse d'une croissance soutenue et durable les charges fixes sont réparties sur une production plus importante), par une nouvelle répartition des contreparties de la masse monétaire.

2/ Une résorption du chômage permise par une politique industrielle globale et une adaptation des ouvriers aux nouveaux emplois car, souligne Grjebine, «une économie dynamique ne repose pas sur quelques secteurs de pointe se détachant du tissu industriel amorphe mais sur une mutation permanente de l'ensemble des structures économiques et sociales».

3/ Un retour à l'équilibre de la balance extérieure rendu possible par une croissance autocentrée (orientée vers une réduction de la contrainte extérieure), par une conquête du marché intérieur - condition première d'une expansion tournée vers l'étranger - et enfin, par un abandon de la division internationale du travail entre le Nord et le Sud à la fois préjudiciable aux pays capitalistes développés et aux pays du tiers-monde.

En définitive, «l'état d'urgence» présente une analyse détaillée de la situation économique de la France mais n'est pas exempt de reproches en ce qui concerne les mesures politiques qu'il propose. Alors qu'il accorde une large place à l'Etat pour mettre en œuvre une politique économique à long terme, il ne semble pas voir que les hommes politiques au pouvoir raisonnent dans le court terme et que, de ce fait, la politique industrielle qu'il appelle de ses vœux ne pourra aboutir sans projet politique à long terme. Il en est de même de la politique de concertation entre partenaires sociaux qu'il préconise : tant que l'Etat se refusera à remplir son rôle d'arbitre celle-ci restera lettre morte. Le récent conflit Talbot vient cruellement d'en faire la preuve.

Patrice LE ROUÉ

André
Grjebine
«L'état
d'urgence»,
Flammarion

RECHERCHES

Comment va la recherche ? Est-elle en crise comme on le dit souvent ? Quels sont ses principaux soucis, et ses grandes orientations ? Pour le savoir, pour tenter de comprendre ce qui se passe et ce qui se pense dans les nombreux domaines qui nous intéressent (philosophie, économie, sociologie, psychanalyse, épistémologie...) nous nous garderons, dans cette chronique, des jugements sommaires et des généralisations hâtives. Plutôt que de nous contenter de suivre la «production» éditoriale, soumise à la loi du spectacle et parfois complice de l'imposture intellectuelle, nous la devancerons, ou nous tenterons de combler ses négligences, en observant le mouvement de la recherche à sa naissance. Chaque trimestre, les rédacteurs de «CITÉ» rendront compte des séminaires et des colloques auxquels ils participent en publiant leurs notes. Il va sans dire que ces comptes-rendus n'engagent que leurs signataires, et non les auteurs des exposés et communications.

MARCEL GAUCHET ET L'EXTÉRIORITÉ DU SOCIAL

En mai 1983, M. Marcel Gauchet, secrétaire de rédaction de la revue «Le Débat» a donné lors d'un séminaire du CREA (voir note ci-contre) une communication sur «L'extériorité du social» qui éclaire d'un jour nouveau la question du pouvoir dans les sociétés que l'humanité connaît ou a connues. En attendant la publication prochaine du texte de cette communication, nous en donnons le résumé à nos lecteurs afin qu'ils puissent mesurer l'importance du changement qui s'annonce dans les conceptions de l'histoire et du pouvoir politique.

Pour Marcel Gauchet, l'histoire humaine est l'histoire de l'extériorité puisqu'elle est dans sa presque totalité dominée par le reli-

MARCEL GAUCHET ET L'EXTÉRIORITÉ DU SOCIAL

gieux. En effet, l'histoire moderne sort incomplètement du religieux même si l'Occident est une société de l'immanence. Il est vrai que la société démocratique produit sa propre légitimité par son fonctionnement interne. Pourtant, la démocratie n'a pas éliminé la question de l'extériorité : celle-ci ne se situe plus dans le ciel, mais se retrouve sur la terre, dans le mécanisme immanent. De religieuse, elle est devenue politique, le développement de l'Etat provoquant l'absorption dans le pouvoir temporel de l'extériorité autrefois dévolue aux dieux.

Au début de l'histoire, l'absence d'Etat est fonction du règne radical de la religion : l'extériorité religieuse est maximale, ce qui donne une situation inverse de celle que nous connaissons. Ce renversement des perspectives permet d'approcher la nature et le statut de l'extériorité.

Le partage entre le visible et l'invisible rend très claire la question de l'extériorité religieuse. En revanche, la légitimité de l'extériorité politique peut paraître discutable : le pouvoir politique démocratique aurait pour finalité de se dissoudre dans la société. Mais, plus le pouvoir démocratique semble familier, identique, plus il opère au nom d'une extériorité d'autant plus radicale qu'elle est invisible, impalpable. D'où sa montée en puissance, que l'immense bureaucratie moderne rend manifeste.

Le secret de ce phénomène réside dans la réflexivité qui est à l'œuvre au sein d'une collectivité. Au travers de celle-ci, on touche au problème des conditions de possibilité du social - et même du sujet humain en général : on retrouve l'équivalent des articulations qui organisent le collectif au plan du sujet humain (conscience, réflexivité). Il n'y a pas homologie entre les deux niveaux, mais articulation et complémentarité dans le rapport.

Le mystère du lien social est celui de la séparation qui fait lien. L'extériorité assure le retournement du collectif sur lui-même. La séparation gouvernant-gouvernés assure la réflexivité collective, sans que nul n'en ait conscience. C'est dans l'inter-action entre le pouvoir et la société que le pouvoir a prise sur lui-même. L'opposition **Un-Tous** ne va pas sans l'opposition **Un-Un** (face à face radical, égalité par la guerre). Nous ne sommes pas simplement associés, mais encore susceptibles de nous confronter : la cruauté est un phénomène spécifiquement humain. Mais il y a aussi la recon-

RECHERCHES

naissance mutuelle, qui est spécifique. Cependant, cette reconnaissance est telle qu'elle implique le conflit. Trois phénomènes peuvent être observés :

- échange et réciprocité,
- Hiérarchie,
- le conflit institutionnalisé des sociétés modernes.

Ces relations forment un cercle, l'une présupposant l'autre tout en cherchant à l'exclure. Il en est de même dans l'organisation subjective : on se donne comme une chose et on se situe devant les choses comme si on était hors du monde, ce qui montre que l'homme est inséparablement sujet individuel et sujet social.

L'UNITÉ DE L'HISTOIRE

L'histoire peut être ramenée à des formes sociales, politiques et religieuses simples, qu'on ne peut comprendre qu'en termes de gestion des articulations de base

- en ce sens il y a unité de l'histoire, à travers la diversité des expériences,
- aucune culture ne nous est étrangère dans son organisation profonde car il y a toujours des éléments communs à toutes les cultures,
- il n'y a pas de nouveauté pure, d'inédit radical, mais simplement la transformation de données préexistantes.

Demeure le problème de la discontinuité historique puisque le passage d'une forme à une autre n'obéit à aucune nécessité.

Les formes simples que l'on peut observer dans l'histoire humaine sont les suivantes :

- Trois formes sociales : Tribu, Empire et Nation sont les trois modes de gestion de la légitimation universelle de la communauté particulière.
- Trois formes politiques : La Société sans Etat, l'Etat hiérarchique, l'Etat démocratique.
- Deux formes religieuses : le règne de l'unité ontologique, (religion du passé), la dualité ontologique (religion de la transcendance).

Ces formes s'emboîtent les unes dans les autres.

1/ Le monde primitif

— Les sociétés primitives sont marquées par la régularité : elles répondent à un petit nombre de caractéristiques, la principale étant celle de l'extériorité religieuse absolue. L'homme n'a pas de prise sur le monde, les causes sont extérieures, mais il existe une articulation temporelle. Ce sont les ancêtres qui ont fait les choses ainsi, dans un passé qui est différent dans sa nature. Pour les primitifs, il s'agit de répéter l'origine mais ils ne le peuvent pas vraiment. C'est le règne de l'héritage et de la dette. Le fondement social est reporté dans le passé, ce qui assure sa séparation absolue. Il n'y a donc pas de passage du côté du principe de l'ordre du monde : il s'agit de répéter, par le rituel.

— Politiquement, l'extériorité religieuse entraîne l'absence d'Etat. Il existe bien une fonction politique de gestion du groupe mais elle n'implique pas l'éminence de celui qui l'exerce : personne ne peut passer du côté du fondement. Le monde primitif est celui de l'égalité privative : personne n'est du côté des dieux, pas même le chaman.

— Socialement, il y a coïncidence absolue de la communauté et de son fondement. Chaque groupe se conçoit comme l'universel réalisé, à l'exclusion combative de tous les autres. Ma tribu est le seul groupe vraiment humain - tous les autres sont barbares.

— Ontologiquement, cet ordre implique l'unité dernière du visible et de l'invisible, qui sont indissociables et interpénétrés : le monde est peuplé d'esprits. Il y a conjonction du passé et du présent à partir de leur séparation. La scission est un principe d'union.

2/ Naissance de l'Etat

Il y a un déplacement de l'extériorité religieuse, qui entraîne la naissance de l'extériorité politique (cette dernière impliquant une réduction de l'altérité religieuse). Le fondement extra-social est désormais exposé au jeu des forces intra-sociales : il y a relativisation et réduction de l'hétéronomie.

L'existence d'un pouvoir séparé provoque une révolution religieuse. Il y a en effet incompatibilité de ce pouvoir séparé avec la religion du passé et de l'héritage. Le fondement sacré est reporté sur le présent : le chef utilise une puissance extérieure immédiatement disponible et variable dans ses décrets. Il s'agit donc de la mise en place d'une légitimité actuelle.

RECHERCHES

Cette émergence de l'Etat n'est pas repérable dans le mouvement d'une croissance graduelle de l'autorité : il y a saut, on constate une rupture que rien, dans la société ancienne, n'a engendrée. On ne peut cependant pas parler de pure nouveauté : il y a remaniement, ce sont les mêmes éléments qui se redistribuent autrement, l'extériorité religieuse devenant une extériorité politique.

— Socialement, c'est le principe hiérarchique qui matérialise la dépendance à l'égard de l'extérieur sacré : la hiérarchie est un phénomène religieux. Au sommet, la personne du souverain médiateur fait communiquer la hiérarchie céleste et la hiérarchie terrestre, ce qui implique une structure religieuse définie.

— Ontologiquement, le ciel et la terre forment donc un unique cosmos, comme dans les sociétés primitives. Le Prince participe des deux règnes et c'est de lui que procède la cascade de supériorités et d'infériorités qui fait communiquer avec le plus haut. L'univers de la hiérarchie est celui de l'équivalence des niveaux d'articulation : l'articulation père-fils est identique à celle de souverain-sujet.

3/ La logique impériale

Dès qu'il y a Etat, on entre dans la revendication de la souveraineté universelle. L'Etat fait entrer la société dans la logique de la séparation roi-sujet qui se manifeste dans un mythe de conquête. L'autorité procède du phénomène de conquête des sujets; comme il n'y a pas de différence entre les sujets et les étrangers, la volonté de conquête est logique.

Avec l'Etat, un autre régime de l'universel apparaît. La société primitive est l'universel réalisé. Dès qu'il y a séparation entre le dominant et le dominé, l'universel devient une dynamique : les autres existent, l'universel est à faire, et seule la plénitude du pouvoir sur tous les hommes donnera au souverain la légitimité universelle. Le vrai souverain doit être le seul souverain - le parfait médiateur entre le visible et l'invisible.

La souveraineté universelle est par-dessus tous les pouvoirs existants. L'Empereur est le roi des rois. Il n'annule pas mais surpasse tous les autres pouvoirs car il suppose un monde hiérarchiquement structuré. L'Empereur laisse donc intactes les communautés de base. L'Empire ne pénètre pas la société, il ne met pas en cause l'autonomie des familles, des métiers, etc. L'Empire est toujours

en extension; il vise l'unité à réaliser et fédère celles qui sont déjà réalisées. L'ancien mode de cohésion tribale est donc maintenu à la base : l'universel réalisé existe toujours sous la forme de la cité mais l'Empire tient pour nécessaire la hiérarchisation de ces communautés.

4/ La forme nationale

Cette forme est très originale car elle ne s'éclaire pas de l'intérieur mais par comparaison avec la logique impériale :

- dans la nation, on passe du pouvoir en extension de l'empire au pouvoir de l'intérieur, de la conquête à l'administration. L'universel se réalise à l'intérieur des limites constituées, ce qui provoque un changement radical du mode de production de l'universel humain.
- Il y a insertion dans une seule forme : la citoyenneté existe au regard de la forme unique de la nation, le lien social est unique, les autres sociabilités sont secondes et perdent leur légitimité, alors que dans l'empire il y a deux modes d'appartenance : à une cité donnée et à l'empire.
- Alors que la tribu est exclusive, l'espace national est multiple : il y a reconnaissance des autres nations.

Le passage de l'empire à la nation ne se fait pas sans rémanences impérialistes (naissance de la nation et expansion européenne au 16ème siècle, Révolution française et empire napoléonien, conquêtes coloniales par les nations européennes au 19ème).

Le passage de l'empire à l'Etat s'accompagne d'une transformation de la forme religieuse. L'intervention divine prend un caractère subjectif au travers de la souveraineté à prétention universelle. Entre 800 et 300 av. J.C., un nouveau type de religion apparaît : l'unité du principe divin s'oppose à l'ancienne pluralité. Un hiatus se crée entre le visible et l'invisible alors qu'il y avait auparavant pénétration. Dès lors, deux voies s'ouvrent :

- le maintien du principe de l'unité ontologique,
- le passage dans une autre structure ontologique : règne, avec le christianisme, d'un Dieu unique créateur d'un monde expurgé de l'invisible qui le peuplait : c'est le «désenchantement du monde».

Il s'agit là d'une transformation, non d'un surgissement. La notion de Création dissout le mythe de l'origine. L'idée d'éternité détruit l'idée ancienne du passé.

RECHERCHES

Cette transformation religieuse entraîne un changement dans le Politique. Le pouvoir médiateur disparaît : il cesse d'être le représentant du ciel, la charnière indispensable à l'unité ontologique. Par exemple, on voit s'opérer cette transformation religieuse à l'intérieur de la monarchie française : l'assujettissement à une loi extérieure devient adéquation à la société elle-même. L'Etat entre dans une logique représentative dont le but est d'obtenir une correspondance entre la base et le sommet. Ainsi Tocqueville montre que l'Ancien Régime accouche le monde démocratique.

L'Etat démocratique est la représentation de la clôture ontologique, et s'oppose donc à l'Etat hiérarchique. D'autre part, cet Etat invente une nouvelle temporalité : il s'installe dans l'histoire et prend donc la dimension de l'avenir. Il y a limite, mais en même temps ouverture.

*

**

Au cours de la discussion, Marcel Gauchet a apporté les précisions suivantes :

— La transformation religieuse implique un changement dans la nature du pouvoir. Ainsi la notion de droit divin est un renversement radical de l'ancienne formule du roi médiateur qui incarnait l'ordre de l'au-delà. Avec l'Ancien Régime, le roi cesse d'être médiateur : il n'y a plus d'intervention du divin sur la terre. Le roi est le simple représentant sur la terre d'un Dieu caché. De ce fait, le pouvoir cesse d'être d'essence hiérarchique. Il y a aussi changement du rapport entre le pouvoir et la société. La fonction religieuse du pouvoir sacré était de réaliser l'assujettissement de la loi extérieure; le pouvoir nouveau, absolutiste, fait triompher la raison d'Etat : il s'agit de réaliser l'adéquation interne du fait collectif à lui-même. Cela implique que le pouvoir conquière sa propre extériorité administrative. Ses fonctions changent de nature et il devient un pouvoir **souverain**. Ainsi, plus le pouvoir d'Ancien Régime se laïcise, plus il se fait pratiquement extérieur à la société.

— En réponse à une remarque de Pierre Livet sur le risque de confusion entre les deux types d'extériorité (celle sur laquelle on a prise, celle sur laquelle on n'a pas prise) Marcel Gauchet précise qu'il vaudrait mieux parler d'**altérité** que d'extériorité. L'extériorité est dite en regard du rapport précis que la religion permet à

MARCEL GAUCHET ET L'EXTERIORITE DU SOCIAL

l'égard d'une société. La religion absolue est celle du passé : il y a adhésion indissoluble entre l'origine et le présent. Le christianisme opère une révolution de la temporalité religieuse. En effet, s'il existe un Dieu créateur, il y a une origine unique. Le passé n'est plus accessible puisqu'il y a un éternel présent. Dieu échappe au monde, il en est absolument séparé tout en étant omniprésent et omnipotent. Le christianisme marque la fin de la magie; avec lui, nous sommes dans un monde **objectif**. Mais on ne peut parler de cette forme de religion qu'après le 16ème siècle. La Somme théologique est encore un système de l'unité ontologique.

Le C.R.E.A. :

Fondé en janvier 1982, le Centre de Recherche sur l'Epistémologie et l'Autonomie de l'Ecole Polytechnique organise sous la direction de Jean-Marie Domenach, Jean-Pierre Dupuy et Paul Dumouchel, des colloques et un séminaire régulier sur les modèles formels de la philosophie sociale et politique. Après des «séances-tests» consacrées à Hobbes, Adam Smith, Jean-Jacques Rousseau et à la question de la monnaie, le CREA a entrepris en 1983 la «Critique de la Raison libérale». Son programme pour 1984 porte sur les «Logiques de la réciprocité».

Pour tous renseignements, écrire au CREA, 5, rue Descartes 75005 PARIS

L'Incarnation interdit un certain type de pouvoir : après le Christ, il ne peut plus y avoir de roi médiateur. Le roi chrétien ne fait qu'imiter le parfait. L'Incarnation signifie aussi que Dieu est séparé du monde : il doit s'incarner pour se manifester aux hommes. Ce Dieu séparé exige une conformité intérieure à sa morale, mais il rend les hommes plus libres par rapport au pouvoir. Au contraire, la proximité des dieux grecs était contraignante; le polythéisme est le règne d'un ordre reçu.

— Le cas soviétique : le totalitarisme s'est institué dans des nations récentes (Allemagne, Italie) ou dans des empires. Le phénomène totalitaire est lié à un phénomène de transition nationale; c'est un phénomène de modernisation et en même temps de régression : il y a alliance de l'hyper-modernité et d'un retour à une forme sociale antérieure : l'Etat doctrinaire est capable d'impulser un ordre définitivement arrêté, comme autrefois l'Etat religieux.

(d'après les notes de B. Renouvin)

DEUXIEME GAUCHE, PREMIER BILAN

Rome n'est plus dans Rome, et Caton - alias André Bercoff - confirme l'adage. Il est surprenant qu'un homme de gauche, usant du « langage des maîtres » et parlant « modernité », brouille une année durant les pistes, jusqu'à évoquer Alain de Benoist chez certains, Raoul Vaneigem pour d'autres. Faut-il que la mutation idéologique de l'époque soit profonde pour permettre de telles équivoques ! Le magazine « ACTUEL » (décembre 1983) qui a ôté le masque du Censeur, dresse le tableau des dérapages, chassés-croisés de la vie politique et culturelle de la décennie 70. Etonnant !

« ELEMENTS » (N° 47 - automne 83), la « revue de la nouvelle droite », constate avec Guillaume Faye le « vide intellectuel » du moment et conteste les panacées diverses s'offrant à combler l'abîme.

Emportée par ce maelström culturel, la « deuxième gauche » n'a pas mieux résisté : ce fort courant d'idées, veine intellectuelle irrigant la gauche inventrice, n'avait-il pas pourtant tout pour plaire, tout pour réussir ? Le voilà aujourd'hui discuté par ses maîtres : les revues « ESPRIT » et « INTERVENTION » n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer les faiblesses, insuffisances et impasses de cette gauche pensante parée il y a peu encore des plus beaux atours. Décidément, tout fout le camp. Mais ne rions pas ; le vertige menace les meilleures certitudes. Reste la lucidité, et les talents de la deuxième gauche l'ont adoptée pour tenter le premier bilan de leur parcours.

ETATS D'AME

« ESPRIT » s'en voudrait de salir une deuxième gauche dont on a vanté tous les mérites et à laquelle on a participé. Il n'en reste

pas moins que celle-ci est devenue idéologiquement un ventre mou et qu'elle s'apprête à rendre l'âme. La lucidité ne fait jamais de mal.

La deuxième gauche parlait de la société en ignorant l'Etat: la voilà gouvernante, sommée de prendre en compte le pouvoir. Du coup, elle est sans voix; ce qu'elle fait, c'est ce dont elle ne sait pas parler. Elle s'aperçoit que ses propos, plus ou moins anarchisants, sont utilisables contre tout pouvoir, dont le sien. Au fond, elle profitait jusqu'à présent d'une avantageuse marginalité politique. Il lui faut maintenant élargir son propos, pour les fondations d'une culture politique dont sa réflexion antérieure n'a peut-être été que la répétition générale : une culture politique qui n'idéalise pas la démocratie, mais la défende contre elle-même, contre l'anomie qui la menace.»

Avant de s'exprimer dans les revues, les états d'âme de la deuxième gauche sont apparus à l'épreuve des faits. Les amis d'Edmond Maire qui promettaient tant dans le sillage de cette gauche «différente», ont marqué les premières interrogations. Jean Rosny, dans «POLITIQUE AUJOURD'HUI» (oct.-nov. 83) dresse le constat :

«Prêtons attention à ce qui se passe au plan syndical ! Il y a deux ans, beaucoup voyaient la CFDT en passe de devenir la première centrale. Le livre de Hamon et Rotman, «La deuxième gauche» était imprégné de cette conviction. Il semble aujourd'hui que la C.G.T. (et F.O....) s'agrippant au terrain, résiste mieux que la C.F.D.T. aux effets de la crise sur le syndicalisme (...) Si l'on y regarde de près, les élections à la Sécurité sociale ne démentent pas cette analyse. Le recul de la C.F.D.T. me paraît plus signifiant que la persistance de l'érosion de la C.G.T.»

REPENSER LE POUVOIR

«Toujours négative vis-à-vis du politique, peu soucieuse du débat institutionnel, branchée prioritairement sur le social, la deuxième gauche devait nécessairement faire l'impasse sur la question du pouvoir. Intégrant mal le conflit, la violence, la discorde, la deuxième gauche voltigeait entre une vision morale et une conception gestionnaire de la politique, une maîtrise technique devant favoriser l'accomplissement de valeurs morales étrangères au politique. A privilégier le social pour lui-même (l'autogestion, l'ex-

REVUE DES REVUES

périmentation sociale), la morale et la gestion politique, la deuxième gauche laissait à d'autres l'épreuve «machiavélique» sans laquelle le pouvoir n'est qu'un rêve bien angélique.»

Absence de réflexion sur l'Etat, la nature du politique, Olivier Mongin vise juste, dans «ESPRIT» de décembre 83 («la gauche, expérience faite»). D'autant que le repliement sur la société civile procure de désagréables surprises :

«Cette désaffection du politique, ce glissement du rôle de l'Etat sonnent-ils le glas du politique ? Voilà le principal débat sur lequel butte cette lame de fond idéologique que représentent la deuxième gauche (...) Après avoir idéalisé la société face au politique, la deuxième gauche observe avec dépit l'affolement, la tentation corporatiste, du social. Critiquant à juste titre la montée du social-corporatisme, elle ne cherche pas à poser les jalons qui ne feraient pas du social une cartographie d'égoïsmes exacerbés.»

DES CONCEPTS TROP SOMMAIRES

O. Mongin poursuit l'autocritique, en dénonçant les oppositions hâtives, les concepts aléatoires, les notions trop peu affinées :

«La société contre l'Etat, limitations des prérogatives étatiques, critique de l'Etat-providence... On flirtait avec un libéralisme douceâtre, pas d'autre représentation de la société qu'horizontale, «syndicale»... Le politique aux oubliettes, comme s'il ne rimait qu'avec hiérarchie, domination et viol de la société civile.

Mais les déconvenues ne se sont pas fait attendre. Tout d'abord la distinction société civile/Etat a paru bien fragile, sinon artificielle, dans une société de tradition jacobine.»

Il n'est pas jusqu'à la notion d'«autonomie» qui n'échappe à la remise en cause : Jean Puy, dans ce même numéro d'«ESPRIT», parle de «projet impossible». La revue «CRITIQUE» (N° 439, déc. 83) conteste fort, sous la plume de Jacques Donzelot («L'autonomisation du social»), la distinction politique/société civile et l'auteur se demande si nous n'assistons pas à un «retour aux utopies d'autrefois», la convergence de Fourier et de Smith. Serge July va plus loin dans «INTERVENTION» : la deuxième gauche comme pensée globale et cohérente n'existe plus. Le directeur de «Libération» portait pourtant avec verve les espoirs de la gauche libérale-libertaire ?

«La deuxième gauche n'est tout simplement déjà plus à la mode. Et de toute façon, la formule «deuxième gauche» est mauvaise : elle semblait signifier un ensemble idéologique cohérent, une alternative, une autre pédagogie du réel. Sur ce point, la deuxième gauche a épuisé son rôle (...) Le «recentrage» de la C.F.D.T. très courageux, avait annoncé ce qui s'est passé. Mais les mutations à venir sont désormais d'une autre nature, qu'il s'agisse de la refonte des systèmes de protection sociale ou de la technologie. Et sur ce terrain, il n'est pas sûr que la deuxième gauche ne soit pas déjà un peu en retard.»

UNE PENSÉE SURTOUT CRITIQUE

Face à Yves Cannac, et dans un échange au thème révélateur («Que faire de l'Etat ?», «LE DEBAT» N° 26), Pierre Rosanvallon reconnaît les limites de sa démarche :

«La deuxième gauche a effectué un travail surtout critique sur un certain nombre de questions-clés. Elle n'a pas de projets clairement articulés et formulés, prêts à servir, s'agissant des réformes à introduire dans l'Etat et l'économie.»

Et Jacques Carroux, dans «ESPRIT», de confirmer :
«A l'image des nouveaux mouvements sociaux dont elle s'était fait l'écho dans le champ politique, la deuxième gauche a développé une immense capacité corrosive vis-à-vis de certains rouages idéologiques et institutionnels de notre société, sans se montrer capable de faire surgir, sur les ruines du vieux monde, de nouvelles forces de mobilisation, de transformation. Elle n'est donc pas passée de mode mais semble avoir épuisé son rôle.»

Les urgences du moment condamnent la deuxième gauche à jouer les brillants seconds rôles. J. Carroux égratigne au passage sa principale figure politique, Michel Rocard :

«En fait, face à la menace externe enfin reconnue, le «modèle» libéral-libertaire ne fait pas le poids. Non parce que certains de ses leaders ont disparu dans des stratégies politiciennes qui les condamnent au mutisme, mais plus simplement parce que les modèles politiques centrés exclusivement sur les questions internes sont en porte-à-faux vis-à-vis de cette tâche prioritaire qui consiste à maintenir à flot notre société dans un contexte de crise économique et politique internationale.»

LA GAUCHE EST NUE

Dans le numéro «spécial P.S.» d'«INTERVENTION» (août-sept-octobre 1983) au titre iconoclaste : «Les socialistes croient-ils à leurs mythes ?», Patrick Viveret déplore le pragmatisme sec propre à la gauche de ses convictions :

«Il est temps que ceux - je pense en priorité aux rocardiens - qui ont les premiers tenté de rappeler au P.S. l'exigence des faits - se souviennent que dans leur esprit rigueur et réalisme ne constituaient que des garanties méthodologiques au service d'un projet politique.

La politique, en effet, si elle doit se vivre avec certitude, ne peut rester forte sans référence à des valeurs qui la dépassent et qui la fondent.»

Cette absence de projet ne laisse pas indifférent Jean Daniel (LE DEBAT N° 27) qui exhorte la gauche au pouvoir à la conversion :

«Aujourd'hui, l'abandon, fût-il provisoire, de toute référence doctrinale traditionnelle par le pouvoir socialiste, et l'adoption d'une sorte d'eschatologie promettant un paradis électronique, me semblent traduire un vertige et un vide (...) En tout cas, un espace s'ouvre pour que les intellectuels se passionnent pour un présent qui expulse la gauche de son histoire révolutionnaire. Délivrée de ses mythes, cette gauche est nue. C'est l'heure de l'imagination idéologique, c'est-à-dire, et peut-être encore, celle des intellectuels.»

UNE DEUXIEME DROITE ?

Insuffisante, sommaire, négative, il ne manquait plus à la deuxième gauche qu'à se dévoyer en faisant le lit d'une deuxième droite. «INTERVENTION» comme «ESPRIT» ne sous-estiment pas la menace et Jacques Julliard, dans la première revue, clarifie l'enjeu :

«Il est urgent, pour le parti socialiste tout entier, de redéfinir son identité intellectuelle. Nous sommes en train, sans que la chose soit dite, de tourner une page de son histoire, marquée par le programme commun, le projet socialiste, le programme présidentiel. Pour cette raison nos responsabilités politiques mais aussi intellectuelles, sont aujourd'hui considérables. Il nous appar-

tient d'empêcher le socialisme autogestionnaire de s'abîmer dans le libéralisme vulgaire comme le socialisme jacobin est en train de s'abîmer dans le Jules-ferrysme de nos ancêtres. Que cela soit clair pour nous et pour les autres : nous n'avons pas fait la deuxième gauche pour servir de tremplin idéologique à la deuxième droite.»

Il est vrai que le débat de l'été, dans les colonnes du «Matin», porta sur cet axe «libéral-libertaire», dont l'impact irait de Guy Sorman à Pierre Rosanvallon, en passant par Jean-François Bizot. «LES TEMPS MODERNES» (novembre 83) analysent les multiples thèses sur la «crise de l'Etat-providence», qui se répartissent de la droite au centre-gauche, d'Henry Lepage à André Gorz. Le «libéral socialisme» de Caton-Berkoff préfigure un tel consensus.

LES «AMÉRICAINS» ET LES «ARCHAIQUES»

Le silence des intellectuels de gauche dénoncé par Max Gallo annonçait mal une reconquête de notre marché des idées. L'indispensable dialogue renaîtrait-il de ses cendres ? Il n'est pas indifférent que Rosanvallon et Sorman débattent avec un marxiste dans «REVOLUTION», l'hebdomadaire de la «gauche archaïque», ou que Jean-Pierre Chevènement converse avec Hamon et Rotman dans «INTERVENTION», l'antre de la «gauche américaine». Le temps des imprécations, des fausses querelles, aurait-il cessé ? Le leader du C.E.R.E.S. s'efforce en tout cas à un œcuménisme surprenant :

«J'accepte le concept. Cette deuxième gauche, comme on l'appelle depuis la parution de votre livre (1), provient d'héritages, d'enracinements spécifiques. Malgré quelques petits affluents antérieurs, le basculement d'une partie du monde chrétien est un phénomène récent et considérable, mais ces clivages sont voués à être dépassés. Il faut bâtir un projet qui les transcende. Dois-je rappeler que le CERES a historiquement lancé des ponts entre la première et la deuxième gauche : nous avons, très tôt, dès les années 1968, travaillé avec des militants tels que Descamps, Detraz, Troglic, Kaspar. Et c'est nous qui avons introduit le concept d'autogestion au parti socialiste.»

L'anathème n'a cependant pas totalement disparu, «LE DEBAT» de novembre 83, ouvrant ses colonnes à Alain Minc et Didier Motchane, nous le rappelle :

RECHERCHES

«Le Débat entre les deux politiques économiques et entre les deux gauches se résume dans le propos lapidaire de Michel Rocard au congrès de Metz du parti socialiste : «Entre le marché et le rationnement, il n'y a rien». Didier Motchane nous promet, à l'évidence, le rationnement. Le désaccord avec sa démarche est total, il traduit deux «Weltanschauung». Disons le tout net : l'ampleur des divergences est telle que la deuxième gauche devrait se sentir plus proche de Helmut Khol que de Motchane.»

Ces propos d'Alain Minc sacrifient à l'outrance et à la simplification, en réponse à Didier Motchane qui n'est pas en reste non plus dans le fiel subtil contre la deuxième culture de gauche :

«Comme tout pragmatisme, cette culture a besoin d'un supplément d'âme. Dieu ou son hypostase laïque libérale-libertaire qu'est la main invisible ont tout de même du mal à faire oublier la succession de leurs dévaluations idéologiques (...) Mercenaires de la communication de masse, il suffit de quelques petits intellectuels médiatisés travestis en vestale du libre-échange spirituel pour emprisonner l'idéologie française dans un circuit fermé, jouer les terreurs au nom de la liberté, et consacrer Malthus comme le prophète de notre destin (...) Ils s'efforcent de rendre la lutte de classe incompréhensible et d'enfermer la conscience publique dans l'illusion institutionnelle en traçant des lignes de démarcation imaginaires entre l'économie, la société et l'Etat...

DES IDÉES POUR DEMAIN

Tout compte fait, l'échec de la deuxième gauche s'apparente à celui de son digne ancêtre, le mendésisme, auquel la revue «POUVOIR» consacre son numéro 27. Par ignorance, indifférence du politique, P.M.F. ne parvint jamais à influencer vraiment la société française.

«ESPRIT» tire leçons de sa courageuse introspection : Daniel Mothe estime que la gauche doit passer d'une «sociologie du conflit à une «sociologie du consensus». Paul Thibaud aspire à une «représentation politique démocratisée, moins orientée à résumer ou à modeler l'ensemble national qu'à le faire exister.» Le directeur d'«ESPRIT» reconnaît que «l'Etat fait retour, mais un Etat plus exigeant que tutélaire, qui répond moins et interroge plus.» Intuitions intéressantes, sur lesquelles nous pourrions

DEUXIEME GAUCHE

longuement deviser, mais qui ne forment pas - pas encore à tout le moins - un corps de pensée. Il est heureux de constater que de nombreuses revues s'adonnent à ce travail. Il est non moins plaisant de voir certains hommes politiques participer de ce mouvement. «LE DEBAT» a permis d'instructives confrontations entre Raymond Barre et François Furet, Edmond Maire et Michel Foucault. Là s'élaborent, n'en doutons pas, les idées de demain.

Emmanuel MOUSSET

LA CHINE, OU LA SÉDUCTION DÉPLOYÉE

Zabaïkalsk la sordide, le dernier ivrogne; que faire d'autre qu'en-
nuyer les voyageurs qui ne portent pas d'uniformes ou ingurgiter
des litres de vodka ou d'alcool à brûler dans cette extrémité désolée
de l'Union Soviétique ? Des canons, des barbelés, 3 km de no
man's land, la frontière la plus sinistre que j'ai jamais franchie.
Lentement le train s'immobilise et c'est aussitôt un autre monde.
Je me laisse prendre immédiatement par les quelques petits riens
qui changent une atmosphère, je me livre entièrement à la joie, les
interrogations viendront plus tard. Je franchis le premier km d'un
périple qui en comptera 8.000 en Chine continentale dans un état
d'indescriptible bonheur.

Pourquoi un tel état ? Pour peu de chose en vérité. Il a suffi de
quelques agents des chemins de fer chinois souriants, agitant les
mains en signe amical, une gare propre entourée de quelques ar-
bres sur lesquels sont accrochées des guirlandes de lampes multi-
colores comme à la foire du trône, un parterre de fleurs jaunes,
un bassin et un jet d'eau jaillissant de la gueule d'un dragon de
pierre, et aussi cette étrange écriture faite de caractères rouges,
énormes, énigmatiques.

Les douaniers aimables et aux gestes précis remplissent leur
fonction avec célérité. De toute évidence ces fonctionnaires n'igno-
rent pas que ce petit groupe de Français est le premier à être au-
torisé à pénétrer en Chine depuis que les relations diplomatiques
ont été rétablies entre les 2 nations. Je devine vite que l'on voudra
nous séduire mais il faut accepter le fait que cette gare de Mand-
chouria, si avenante, n'a pas été construite à notre intention, elle
existe là, propre et nette, à 3 km de Zabaïkalsk où la crasse le
dispute à l'horreur de l'architecture. Vraiment un autre monde !

LA CHINE OU LA SÉDUCTION DÉPLOYÉE

Qui disait que la beauté est dans l'œil de celui qui regarde ? Et, sans doute, le regard chargé d'amour colore les objets qu'il embrasse ; c'est donc le coup de foudre (le divorce viendra quelques semaines plus tard). La Chine a commencé par me séduire parce que quelques hommes et quelques femmes m'ont souri, m'ont salué amicalement, parce qu'il y avait des fleurs pour m'accueillir. Et si la Chine a cru bon d'honorer l'arrivée du train d'une internationale - un peu chaloupée - était-ce encore l'effet du train, ou l'usure du disque ? J'ai accepté la chose comme un geste d'amitié de plus qui rend les hommes plus solidaires.

*

**

Premier thé vert si désaltérant, premier face à face avec l'idôle du jour ou plus exactement des deux demi-dieux du moment. Le salon d'accueil de la gare s'ornait d'un buste de Staline et d'une grandiose peinture représentant Mao luisant comme un sou neuf.

Le petit père des peuples, l'œil égrillard et malin, la moustache fournie, a l'air d'un brave pépé que les rhumatismes raidiraient tant soit peu ; Mao, joufflu à souhait, l'œil noir, la célèbre verrue sous la lèvre inférieure soigneusement gommée, fixe impassiblement un petit monde de «barbares» - n'est-ce pas ainsi que les Chinois désignaient il y a peu les occidentaux ? affairés à s'approvisionner en revues diverses, écrites en français, gracieusement et généreusement distribuées par une grande fille aux longues tresses noires, le corps dissimulé du cou aux chevilles dans le «bleu» national.

Une heure d'arrêt toutes formalités accomplies, lestés d'un ou deux kilos de littérature chinoise et d'un paquet de Yuan - la monnaie locale - il est temps de rejoindre nos boudoirs ambulants mais auparavant il faut accomplir un détour par le wagon restaurant où nous sont présentés nos deux accompagnateurs qui pendant des semaines auront à subir nos questions et parfois nos caprices d'enfants trop gâtés.

Kiang, âge indéfinissable - en fait 37 ans . Un triste sourire en permanence au coin des lèvres, il m'avoua au cours du voyage avoir lu la Bible. Fan, 23 ans, spontané, cultivé, frais émoulu de son université il découvrira la Chine avec nous, communiste inflexible, pur

VOYAGES

et dur. Les deux hommes furent la courtoisie même, leur patience, leurs qualités humaines et intellectuelles firent que lorsqu'il fallut tirer le bilan de cette exceptionnelle expérience, je ne pus m'empêcher de leur attribuer le crédit de presque tout ce que j'avais estimé positif de cette immense Chine. Ils ont eu le subtil talent de savoir vaincre parfois les réticences les plus enracinées. Ils n'échoueront que dans ce qu'il y avait d'irréductible en moi face à un système que je persiste à croire «intrinsèquement pervers». Pour l'heure, nous levons pour la première fois notre verre à l'amitié franco-chinoise et au succès du voyage. Cocktail offert à leurs amis français par la brigade de douane de Mandchouria.

Kampé ! Seul mot chinois dont j'aurai retenu le sens ; kampé : cul sec. Le verre de Choum est avalé, il brûle l'estomac, je me sens bien et même cette musique chinoise débridée, ces voix suraigues de je ne sais quel opéra de Pékin qui me taraudent les oreilles ne font qu'ajouter à l'ambiance du moment. Séduit, je suis séduit.

*

**

La Mandchourie, du moins la partie traversée n'est qu'un immense marécage. J'ai parfois l'impression d'être entouré par une mer figée. La lune toute ronde se reflète de façon parfaite sur cette surface sans ride et, dans la nature, je retrouve la perfection et la simplicité de certaines estampes chinoises classiques. Quelques touches délicates, un trait léger à l'encre : un chef-d'œuvre. Je ne peux m'arracher au spectacle, ce n'est que perfection, une ligne à la fois sombre et argentée, un rond et son reflet, un seul trait qui sépare ciel et eau, une lune jaune et grosse, son image dans l'eau et rien d'autre.

Et la lune s'engloutit, je fais de même dans mes rêves et ma couchette molle car, en Chine aussi, les nantis ont les reins fragiles.

Au réveil le paysage n'a pas changé, je traverse toujours une camargue sans fin. La pluie est venue, elle va à merveille à cet univers liquide. Quelquefois trottinant sur des diguettes j'aperçois un homme, fantôme dans un paysage sans couleur. C'est la Chine de mes lectures et de mon imagination. C'est bien ça, des hommes la tête couverte du traditionnel chapeau conique en paille de riz, la

LA CHINE OU LA SÉDUCTION DÉPLOYÉE

charge portée selon l'antique système du balancier. Ils vont à petits pas rapides à travers les écharpes de brouillard.

Quelquefois, vite entrevu, un minuscule village aux maisons de terre battue et toiture de chaume, ça et là des cochons noirs et des troupeaux de canards se vautrant dans la vase. Le spectacle est d'une poignante nostalgie.

— Mon neveu a-t-il passé une agréable nuit ?

Je ne l'avais pas entendu venir, le petit Kiang, étrange sosie de Brasillach, était derrière moi. Son triste sourire lui donnait des airs d'adolescent. Il était vêtu d'une chemise blanche très légère, d'un pantalon noir et chaussé d'espadrilles en plastique.

— Monsieur Kiang, votre accueil me ravit, votre pays me fascine et je suis charmé d'y découvrir un oncle. Il accentue son sourire.

— C'est une vieille tradition d'hospitalité qui veut cela » Il regarde le paysage, il rêve, et brusquement :

«— Nous sommes un grand peuple, nous voulons la paix pour pouvoir rendre heureux ceux qui vivent ici. Il y a seulement 15 ans que nous avons été libérés, il reste beaucoup à faire. Là devant vous vous voyez de pauvres maisons mais bientôt vous verrez Pékin et découvrirez la Chine future.»

Restaient 36 h de train avant d'arriver dans la capitale, le temps entre autre de lire la presse chinoise dont j'avais fait ample provision. C'est le temps de la grande querelle sino-soviétique. Les journalistes chinois ne font pas dans la nuance, 10 lignes c'est l'étonnement, 20 lignes l'amusement, 30 et ça devient franchement assommant; ce poudingue dogmatique, ce clafoutis dialectico-polémique me bloque la cervelle, le nom de Mao commence à me donner le vertige et pour la toute petite histoire je relève que dans le numéro de «Pékin information» que j'ai entre les mains il est cité 317 fois. Mieux vaut regarder le paysage ou rejoindre le wagon restaurant où se pose le problème suivant. Comment arriver à saisir avec 2 baguettes une fricassée d'algues et de champignons noirs alors que votre assiette commence son propre voyage par suite des trépidations du train ? Problème résolu en 48 h. C'est ma fierté, ça s'arrose, Kampé.

Kharbin, une heure d'arrêt, au loin des bulbes dorés d'églises orthodoxes, souvenir de ces dizaines de milliers de Russes qui s'établirent ici en fuyant la révolution d'octobre. Kharbin où pris fin le voyage de Blaise Cendrars.

VOYAGES

- Je débarquais à Kharbine comme on venait de mettre le feu aux bureaux de la Croix-Rouge,
- Tsitsika et Kharbine,
- Je ne vais pas plus loin,
- C'est la dernière station.

Dans mon fauteuil en velours rouge je continue, dans ma couchette molle je m'endors et il est affligeant d'avouer un sommeil si profond que je n'emporte aucune image de Mokaden, aujourd'hui Chenyang, la capitale mandchoue. Au réveil la mer jaune se laisse admirer, le Pacifique, encore les grands espaces... Arrêt à Shan Ha Guan d'où part la Grande Muraille que j'irai admirer plus tard. Ici elle semble en bien mauvais état. Tien-Tsin est passé, la capitale n'est plus loin.

*

**

J'avais tant vu de gares depuis Paris que l'œil ne s'attardait plus sur de tels bâtiments. Celle de Pékin pourtant ne peut pas ne pas retenir l'attention. Dans ses proportions gigantesques elle me rappelle celle de Turin, symbole de la démesure fasciste. Le tout semble entretenu avec un soin très méticuleux pour de petits groupes de jeunes filles de 8 à 12 ans toutes affublées d'un foulard rouge autour du cou. Fan m'explique.

«— Ces jeunes filles sont l'élite des pionniers de leur école, elles ont le droit de porter le foulard rouge et en récompense de leur bonne conduite elles vont rendre propres et agréables les édifices publics et les jardins de la ville pour l'agrément des citoyens.

— Ainsi, Monsieur Fan, la corvée est au bout de l'application ?»

Voilà bien une réflexion d'un monde pourri; je le sens à la mine de ce jeune homme qui de sa vie ne passera en dehors des passages cloutés, ne transgressera un règlement, ne trichera aux cartes ou n'usera d'un passe-droit. Modèle type du communiste chinois idéalisé par tant de mauvaise peinture ou d'indigeste littérature. A 6 ans il apprend à lire à l'école des pionniers où il porte le foulard rouge qui lui permet de récuser les caniveaux de Pékin, études secondaires et université où le Parti lui impose d'apprendre 3 langues et le violon. Tout cela est accompli avec brio. Fiancé, il

n'épousera sa pékinoise qu'à 30 ans comme le recommande Mao. Mes taquineries répétées le désoleront plus d'une fois, l'ami Kiang lui, comprenait.

Pour l'heure le train s'est immobilisé. Sous un portrait géant du Grand Timonier une vingtaine d'officiels attendent la délégation de Français. Un officiel pour 2, c'est vraiment le luxe qui continue. Discours, poignées de main, toast : Kampé. Je suis fasciné par les yeux de Mao, d'énormes yeux de mouroi. Vive l'amitié entre les peuples. Kampé, A bas la guerre, Kampé. Je commence à avoir une de ces fringales, il est plus de 13 heures et c'est très volontiers que je jure de respecter une paix de mille ans pourvu que ça abrège les discours.

L'hôtel de la Paix des peuples est éblouissant. Dans ma mémoire je ne trouve l'équivalent d'un tel luxe que dans quelques palais d'Amérique du Sud. Sitôt pris possession de nos chambres, de nos suites plus exactement, le premier repas chinois sur terre ferme est servi. Un régal, une merveille, le tout parfait. C'est à peine si l'estomac s'est rétracté légèrement lorsqu'après avoir dégusté un mystérieux «Combat du dragon et de la panthère» il nous est expliqué qu'il s'agit d'un subtil mélange de serpent et de chat cuits ensemble. Je me sentais dispos pour aller effectuer un premier tour d'horizon dans cette ville considérée comme la plus belle du monde. C'était trop tôt. Fan se lève, nous prie d'attendre un instant et, rapidement revient avec à ses trousses 6 cuisiniers et garçons de salle. «je vous présente ces gens qui, dit-il, sont à votre «entier service» puis il nous demande de faire la critique du repas. Chacun se récrie : ce repas a été parfait. Fan ne l'entend pas ainsi, de sa voix douce au débit rapide il nous dit sa façon de penser.

«— Le Président Mao Tse Toung nous apprend que la perfection n'existera que dans la société communiste future. Nous ne sommes pas encore dans une telle société donc le repas n'était pas parfait et seule la critique est constructive. Je demande avec insistance à nos amis français de dire ce qui n'allait pas.

— Mais Monsieur Fan, le tout était excellent.

— Comprenez-moi, mes amis, ce n'est pas possible. Il est impossible que ce repas soit parfait. Je vous redis qu'il est important pour nous de critiquer sinon nous ne faisons pas de progrès.»

VOYAGES

Fan était malheureux mais comme tous les purs il était si candide. Il faut pourtant en sortir, et sans plus attendre, j'é mets l'opinion que le chat manquait sans doute un peu de cuisson. Fan était ravi, les cuisiniers aussi, tout le groupe également. C'est bien ça on cuira le chat avec plus de soin la prochaine fois.

*

**

Pékin la plus belle ville du monde ? On le dit de toutes les capitales ! Certainement une cité qui a beaucoup d'allure. Paris, Londres, Madrid et même Caracas ou Bogota sont différentes et en même temps semblables. C'est l'occident. Ici, du moins dans le Pékin historique, l'œil occidental n'est pas habitué aux courbes et aux couleurs d'une architecture radicalement différente de celle à laquelle il est accoutumé. La nouveauté n'est pas neutre dans le jugement. Ce qui me frappe le plus est la mesure, l'équilibre et même une certaine fragilité bien trompeuse. En visitant le Palais d'Été et malgré la délicatesse de nos deux guides qui savent dire le minimum de ce qu'il faut savoir sur cet épisode, j'apprends que ces gracieux bâtiments ont bien résisté au sac des armées occidentales dans lesquelles le corps expéditionnaire français s'était tout particulièrement distingué.

Mesure et grâce et aussi ces noms : Salle de l'Harmonie suprême, Palais de la Pureté céleste, Palais de la Tranquillité terrestre et le beau nom : Palais de la Nourriture de l'Esprit. Toute une civilisation si différente de la nôtre et me revient en mémoire ce qu'écrivait Daniel Halevy : «la Chine a inventé la poudre, l'imprimerie, la boussole alors qu'elle a utilisé la poudre pour tirer des feux d'artifice, l'imprimerie pour l'impression des cartes à jouer et la boussole pour amuser les enfants. Avec ces mêmes instruments les Européens ont pu abattre les forteresses, remuer les esprits et naviguer jusqu'en Chine...»

L'hôtel de la Paix des peuples, construit sur l'emplacement des anciennes légations - les 55 jours de Pékin... - se trouve à moins de 500 mètres du boulevard Changan et de la porte de Tien An-Men où porte de la Paix céleste, une des deux entrées de la Cité interdite. Lieu géométrique de toutes les excursions : Cité tatare, ville chinoise, ville impériale, Cité interdite. Beaucoup de liberté de

LA CHINE OU LA SÉDUCTION DÉPLOYÉE

mouvement et des taxis rares mais à très bas prix. C'est l'ivresse de la découverte individuelle, le vagabondage est permis.

Les trois grands laCs artificiels de la capitale, immenses jardins publics ! On y côtoie la foule. Il n'en reste sans doute pas beaucoup dans ce vaste pays, je pensais même que cela avait disparu et pourtant cette vieille femme avance à pas comptés, hésitante sur ses pieds minuscules chaussés de souliers noirs, ses pieds pris dès son plus jeune âge dans l'entrelas de bandelettes, supplice d'un autre temps. Grâce au zoom de la caméra personne ne s'en aperçoit, je recule et, toute honte bue, plein cadre, je filme ce témoignage d'un passé révolu.

Pour le reste c'est l'habituel marchandage avec le Luxingshe, l'équivalent aimable de l'Intourist soviétique, visite d'une usine contre le temple du Dagoba blanc, visite des nouveaux quartiers de l'Ouest contre le Temple du Ciel, on n'échappe pas à la découverte de l'affligeant palais de l'assemblée du peuple, construction du plus pur style stalinien, vestige de l'époque où l'idylle soviéto-chinoise battait son plein.

«Avec ses 171.800 m2, il est plus grand que l'ancien palais impérial» annonce Fan avec fierté.

«— Certes, mais tant de laideur fait chavirer l'âme.» Fan est consterné.

«— De toute façon, Monsieur Fan, ce palais ne pouvait être parfait ayant été construit par une société dans laquelle le communisme n'est pas encore intégralement mis en place, car le président Mao a dit...» Le visage de Fan s'illumine. Comment ce garçon si bien formé n'y a pas pensé ? Gare à l'autocritique de ce soir devant son supérieur.

«— Sans doute les architectes n'étaient-ils pas assez imprégnés de la pensée du Président Mao Tse Toung ?» C'est ça ami Fan, incontestablement ça.

*

**

VOYAGES

Après demain c'est le grand départ pour le centre de la Chine. Ce soir c'est la grande soirée officielle au «Canard laqué». Le plus célèbre restaurant de Pékin où la municipalité nous convie. Peng-chen (1), maire de la ville préside la cérémonie; fastueuse bamboula dans un pays où un simple bol de riz fait encore souvent défaut. Visite des cuisines, félicitations aux cuistots, au passage, j'apprends que notre repas à nécessité l'exécution de 300 canards ! Et subitement je me demande si la Chine ne commet pas une erreur sur les personnes. Qui sommes-nous en définitive ces quelques Français si somptueusement traités ? Rien d'autre que quelques voyageurs sans titre officiel, en Chine parcequ'un organisateur de voyages plus malin que les autres a su obtenir le premier les autorisations nécessaires. Rien d'autre. Mais que cela ne me coupe pas l'appétit, Kampé.

Michel Fontaurelle

Prochain numéro : «Chine millénaire, Chine nouvelle».

(1) Peng-Chen fut l'une des premières hautes autorités du régime à disparaître dans la tourmente de la révolution culturelle. Les gardes-rouges lui reprochaient entre autres ses «orgies» avec les occidentaux de passage à Pékin. Ce personnage que l'on croyait mort a ressurgi il y a quelques mois du néant où l'avait englouti la révolution. Il est actuellement Président de l'assemblée nationale chinoise sous le nom de Peng Zheng par suite des modifications apportées il y a 2 ou 3 ans à l'écriture chinoise.

LA FÉE DE NOEL

La sonnerie avait retenti et, progressivement, le bourdonnement de la foule avait décliné. L'ultime vague des clients de la dernière heure refluit, se divisait entre les rayons dégarnis, et venait mourir en piétinements nerveux au pied des caisses enregistreuses. Les branches de sapin achevaient de perdre leurs aiguilles. Les guirlandes clignotaient encore, illuminant de couleurs vulgaires les multiples autels du temps de la consommation. Tino Rossi, enfin, se taisait... Les équipes de nettoyage, rapides et efficaces, investissaient maintenant les allées, se répandaient dans les couloirs perpendiculaires en laissant flotter derrière elles les relents savonneux de puissants produits antiseptiques.

C'était le calme après la tempête, un certain silence après l'agitation bruisante des jours de folie, une accalmie dans l'immense débâche commerciale des Fêtes de fin d'année...

Dans les bureaux vitrés qui dominent le magasin, les cadres de l'entreprise se congratulaient joyeusement autour d'un «pot» de Noël. Avec une sorte de joie fébrile ils bavardaient, évoquant des réveillons mirifiques, des soirées superbes.

Seul le chef du personnel, une fiche cartonnée au bout des doigts, semblait s'attarder à son travail.

«Eh vieux, tu dors ? Ce n'est pourtant pas le soir ! Un petit whisky ?» Beauvoir sursauta. Il sourit distraitemment à ses collègues et répondit en deux mots. «Il était crevé»... «les dernières journées avaient été épuisantes...»

Les autres se récrièrent : ce soir c'était la fête ! Le directeur lui jeta un rapide regard où Beauvoir crut discerner comme une pointe d'inquiétude, et peut-être un soupçon de reproche...

Nadège, la secrétaire du patron, vint en ondulant jusqu'à son bureau et, en l'appelant «pauvre chou», lui tendit un verre.

Beauvoir sourit encore, puis, lentement, remit la fiche à sa place et repoussa le tiroir.

RECIT

En descendant au garage, seul, il avait devant les yeux un visage; un joli visage de femme-enfant qu'encadraient de longs cheveux très noirs; un visage serein qu'un léger pincement de lèvres rendait un peu énigmatique, comme si une fierté secrète transparaissait derrière ses traits réguliers... Le visage de Maryline...

Maryline L..... Dix-huit ans. Domiciliée à Rennes. Caissière.

Le texte de la fiche était laconique, mais Dieu que la photo d'identité était belle ! Dix-huit ans ! Elle avait dix-huit ans...

Au pied de l'escalier Beauvoir s'arrêta un instant dans l'obscurité. Un désespoir discret l'avait envahi toute la journée, une brume de l'âme qui s'épaississait et qu'aucun Whisky n'avait réussi à dissiper : ce n'était pas ainsi qu'il avait rêvé cette soirée de Noël, et il redoutait la lumière de la fête en ce soir de grande détresse; volontiers il se serait assis dans l'ombre du garage, sans bouger, sans penser...

Machinalement il pressa le bouton de la minuterie et se dirigea vers sa voiture. Le bruit de ses pas qui résonnaient sur la dalle de béton lui parut sinistre...

Il se souvenait de sa première - et brève - rencontre avec Maryline, lorsqu'il l'avait convoquée à son bureau. Comment avait-il pu être aussi stupide ?

A coup sûr elle s'était affolée : que pouvait bien lui vouloir Monsieur le Chef du Personnel ? Elle n'avait rien à se reprocher. Sa caisse était toujours exacte. Sa cadence excellente. Une calomnie ? Une vengeance d'une employée jalouse ? Que n'avait-elle imaginé...

Il avait fière allure, Monsieur le Chef du Personnel ! Habitué à commander, craint et respecté - car il avait la faiblesse de se croire juste - il s'était senti démuni, maladroit comme un gamin devant sa première; lui, le beau parleur dont les amis vantaient le charme, avait bégayé lamentablement. Il avait bredouillé les mots qu'il s'était répété plusieurs fois, et avait fini par se lancer à l'eau : voulait-elle sortir avec lui ?

Au moment même où il s'adressait à la jeune fille, il avait pleinement conscience du ridicule de la situation, et pressentait son inévitable échec. Mais il devait parler. Ecarlate, au bord des larmes, Maryline avait eu un petit geste de recul.

Une immense surprise dans le regard. Une seconde de silence.

Elle s'était reprise.

«Non». Un «non», c'est tout... Elle n'avait pas à justifier ce refus.

D'ailleurs Beauvoir ne le lui demandait pas. Tout était dit. Ils pouvaient se séparer.

La gorge sèche, il avait ajouté deux mots pour lui demander une totale discrétion, et avait ouvert la porte...

Le malaise avait persisté.

Tantôt Beauvoir voulait oublier cet instant de folie dont il avait honte, tantôt il se prenait à espérer : il allait s'expliquer, la convaincre, la séduire !

Plusieurs fois par jour il passait devant les caisses pour apercevoir la belle chevelure sombre, et les petites blouses roses s'interrogeaient sur la cause de ces visites répétées - et inhabituelles ! - du chef du personnel.

Maryline demeurait imperturbable, souriante, désarmante de gentillesse... Beauvoir était certain qu'elle n'avait rien dit. Mais que pensait-elle ? Ce cadre respectable, marié, père de famille, qui faisait de telles propositions ne se comportait-il pas comme n'importe lequel de ces petits chefs usant d'un moderne droit de cuissage pour favoriser la promotion des employées consentantes ? sordide ! Il devait la revoir.

Il se résolut à lui écrire une longue lettre où il mettait son âme à nu. Avec une sincérité totale il conta son désarroi; dit son immense désir de jeunesse, de beauté, de pureté; lui, le technicien froid, rompu à l'exercice de la comptabilité et de la «gestion du personnel» se fit lyrique pour affirmer que son coup de cœur était beaucoup plus qu'une agacerie du Démon de Midi, que c'était un élan désespéré de tout son Etre vers une certaine perfection...

Le cadre d'entreprise aux nerfs d'acier suppliait la jeune fille de ne pas le laisser sombrer...

Maryline ne resta pas insensible à cette confession criante de vérité.

Profondément troublée, elle répondit en quelques lignes qui firent bondir le cœur de Beauvoir.

Elle ne lui laissait aucun espoir; mettait en avant, en quelques phrases sobres, les différences d'âge et de condition sociale, et concluait avec beaucoup de délicatesse en formant pour lui des vœux de bonheur...

RECIT

Beauvoir était effondré.

Pendant plusieurs jours, au milieu de l'activité intense de l'hyper-marché, il resta rêveur et distrait.

Aujourd'hui même il avait tenté un dernier geste. Prenant à part la jeune fille au moment de la pause de midi, il lui redit fiévreusement son désir de la rencontrer; juste un instant, ce soir, pour s'expliquer...

Rougissante mais résolue, Maryline lui répéta que c'était folie, et qu'elle n'éprouvait aucun sentiment envers lui.

Les hauts-parleurs crachotaient une publicité idiote qui vantait les mérites de la machine à laver X, «la fée de Noël»; avec un mauvais rictus, Beauvoir ironisa :

«Vous ne voulez pas être ma Fée de Noël ?»

Elle ne lui répondit pas et tourna les talons assez sèchement.

«Sur la route de Saint-Malo, déchaînes donc tes chaînes...»

La B.M.W. noire filait vers Saint-Malo.

A toute vitesse Beauvoir mettait le cap sur la Cité-corsaire et le refrain de la vieille chanson lui trottait dans la tête avec une insistance lancinante. Il était parti sans réfléchir. Ou plutôt il avait décidé de fuir lorsqu'il s'était aperçu que - pour la première fois de sa vie - il avait oublié d'acheter ses cadeaux de Noël !

Mais que lui importaient les cadeaux de Noël, toutes ces traditions ridicules, ces conventions stupides. Elles appartenaient au monde pensant de la vie ordinaire; au monde raisonnable qui survit grâce à la répétition machinale des gestes du passé, et balise la vie des enfants de Dieu d'une suite de repères médiocres...

Pourquoi acheter des cadeaux ce soir ? Et pour les offrir à qui ? Les enfants étaient à la montagne, «entre jeunes»; et sa femme ne penserait qu'à briller aux yeux de ses amis, de ces insupportables amis du Club qu'on rencontre dans les soirées où l'on boit un peu trop, où l'on flirte un peu trop... Ces gens-là n'ont pas la classe d'une simple vendeuse... et s'ils cèdent si facilement à la moindre sollicitation, c'est que leur pauvre vie n'est qu'étourdissent et futilité.

LA FÉE DE NOEL

«Déchaînes donc tes chaînes...»

Le port de Saint-Malo brillamment éclairé sous la bise d'hiver.

Les remparts, obstacle et protection.

La rue de la Soif.

Beauvoir suivait l'itinéraire du marin solitaire...

Le pavé de la vieille ville résonnait des pas pressés d'une foule à la recherche de son plaisir; et les cafés, de rires sonores et d'excessives musiques...

Beauvoir poussa une porte et fit comme les autres : il commanda un punch; un merveilleux punch brun et chaud comme... comme une fille des îles. Ce cliché facile lui plut, et il demanda un autre verre, puis un autre...

Beauvoir s'était assis tout près de la devanture du café. Il tournait le dos aux autres consommateurs et regardait défiler les passants, son regard s'attardant parfois sur la silhouette d'une jolie femme.

C'était pourtant toujours le même visage qui transparaissait sur la vitre, un joli visage aux contours indécis, vaporeux...

Et si Maryline passait dans cette rue ? Le miracle de Noël ! Le cadeau de la bonne fée ! Une rencontre provoquée par le pur hasard !

Beauvoir s'approcha de la glace; si près que sa respiration s'y condensa. Sa vue était trouble. Il essuya la vitre d'un revers de la main, et le contact avec cette surface lisse, dure et froide lui fit l'effet d'une décharge électrique.

La rencontre était impossible. La vitre ! Toujours la vitre !

La bulle de verre au-dessus des rayons du magasin ou cette vitrine embuée étaient des obstacles aussi puissants que les remparts de Saint-Malo.

Des obstacles transparents, mais réels.

Ils isolaient du reste du monde et les fées ne faisaient que passer derrière les devantures.

Elles n'existaient pas de ce côté-ci du monde; elles étaient d'un autre monde, bien sûr... d'un autre monde...

Beauvoir ressentit un grand vertige. Il était dans une sphère d'où il voyait tourner d'autres individus dans d'autres sphères transparentes. Impossible de changer de sphère. Un tangage formidable ! Chacun devait rester dans sa boule chavirante. Petites bou-

RÉCIT

les cristallines de l'âge, de la condition sociale, de l'apparence physique...

Il sortit en titubant.

Au seuil du café il fut cueilli par un grand froid, et dans le vent il y avait un carillon joyeux.

Le vent et les cloches l'assaillirent. Ce fut comme une bouffée d'oxygène dans son esprit embrumé. Face à la bourrasque il se redressa. Il releva le col de sa veste et marcha longtemps dans l'air salé. Quittant les rues pleines de courants d'air glacés, il parcourut trois fois toute la longueur de la plage, à grands pas.

Le lendemain, deux promeneurs matinaux eurent une émotion en découvrant un corps au pied de la digue.

Ils se précipitèrent vers cet homme au costume strict qui gisait étendu sur le sable. Fort heureusement, il ne s'agissait que d'un fêtard endormi qui ne put qu'articuler des bribes de phrases. D'une voix incertaine il répétait : « Les fées n'existent pas, les fées n'existent pas ! »

Les promeneurs s'éloignèrent en riant...

Rémy TALBOT

LA SAGESSE MODE D'EMPLOI

«Avez-vous lu Abellio ?» La question paraît frappée au coin du **bon ton**. Précisément, je voudrais qu'elle atteigne ceux que le «bon ton» culturel exaspère, ceux qui ne cherchent que de vraies expériences, ceux qu'agace cet art, où brillent les intellectuels mondains ordinaires, d'esquiver toute ferveur. Au large, les petits-maîtres de la modernité, les modistes de l'intelligentsia; qu'ils rejoignent leurs night-clubs, cette question n'est pas pour eux. Je veux signaler l'œuvre d'Abellio aux quelques isolés qui ne cherchent qu'elle, mais sans savoir que c'est dans ses livres qu'on la trouve; ceux qui attendent cette pensée, mais par défaut, en la pressentant indispensable sans connaître son existence : à ceux dont je sais qu'il serait dommage qu'ils manquent un rendez-vous qui est le leur.

Qui sont ceux-là ? Ceux que la pensée d'Occident captive encore assez pour que les déçoivent ses foudres vaines, ses coups de tête sans issue, ses grossesses nerveuses, et qui éprouvent pour elle cette mélancolie qu'on a pour les génies qui se détruisent, à l'idée de tout ce qu'ils auraient pu donner. Ces esprits ne sont pas légion; il en reste, mais dame, il se font rares : après tant d'espérances et tant de déceptions, d'échecs, et si peu de durables récoltes, on se découragerait à moins. Ceux-là, qu'ils lisent enfin Abellio, de grâce ! Il y a urgence.

L'œuvre d'Abellio, faut-il la rappeler ? Elle comporte d'abord des romans; après «heureux les Pacifiques» (1947), un impressionnant triptyque a commencé avec «Les yeux d'Ezéchiël sont ouverts» (1950), s'est poursuivi avec «La Fosse de Babel» (1962); il s'achève aujourd'hui, après dix ans de travail sur «Visages Immobiles» qui paraît cet automne. Jalonnet ces 30 ans d'écriture,

LITTÉRATURE

des essais («Vers un nouveau prophétisme, la Bible, document chiffré», «Assomption de l'Europe», «La Fin de l'ésotérisme») des mémoires («Ma dernière mémoire» - 3 tomes), le journal d'une année («Dans une âme et un corps»); et depuis 1965, «La Structure Absolue» forme la clef de toute cette œuvre, en une véritable somme philosophique et spirituelle, que sa rigueur, et son exigence ont fait négliger, mais qui, aux yeux de ceux qui ont pris la peine de l'explorer, a enterré Sartre plus de dix ans avant son convoi à Montparnasse.

Et qu'y a-t-il donc enfin dans Abellio de si rare ? Le signal que l'art de surqualifier sa vie, de surplomber l'absurde et les névroses de l'esprit, de chercher la sagesse avec des outils d'Occident, de conquérir la lucidité sans aucune drogue, de jouer l'être contre le néant, cet art existe, il est tangible et praticable, on peut ne pas faire que le rêver; il est au cœur de la pensée d'Occident, son cœur même. Qu'enfin, le chemin existe qui mène ailleurs que nulle part, pourvu simplement qu'on veuille le suivre.

Tant pis si ce genre de promesses ressemble à celles du premier fascicule de mystagogue venu, à du Zen pour débutants. Je ne sais point de démarche qui soit plus claire que celle-là de toutes les fumigations d'encens, ni plus nette des poussières d'apothicaire des Sorbonnes. Et si du dehors elle a un air de Terre Promise par les Orient, je sais que ce n'est pas en ayant signé les attitudes qu'on accède à des récompenses qui y ressemblent. On obtient cette apparence que par surcroît, comme un attribut gratuit dont on n'a du reste que faire.

L'essentiel est que l'on apprend qu'il est possible de vivre plus clair en pensant plus droit. Je sais désormais que cela peut se vivre, exactement comme on peut, à force d'apprentissage, maîtriser le piano, la peinture à fresque ou le tango de compétition : pas plus difficilement, pas moins non plus certainement. La pratique consiste ici à faire l'effort de lire la pensée stricte de quelqu'un, en y appliquant soi-même une pensée stricte qui veuille l'aborder. Littéralement, c'est **tout**, il est vrai que c'est aujourd'hui furieusement démodé, ou plutôt si oublié, que lire dans le but de se soumettre à un travail autre que de spectacle paraît une occupation des plus singulières. Car là git le point capital : lire Abellio ne veut rien dire si l'on n'entreprend pas de le faire comme un acte vécu, qui engage son lecteur comme dans un exercice direct, sans dis-

tance, faire sienne l'efficacité d'une telle pensée, cela se paie son prix, celui de tout apprentissage d'un outil. Ces romans, ces essais, ces mémoires, sont autant de procès-verbaux de l'emploi d'un outil de pensée, et c'est de l'effort que l'on voudra bien faire pour disposer d'un outil semblable que tout dépend. Il ne s'agit pas de se servir comme sur les rayons d'un supermarché, mais d'apprendre comment depuis toujours, on dispose en soi du même immense libre-service.

Pour que je puisse un beau jour, me savoir de science sûre rompu désormais à la pratique de cet outil, il a bien fallu m'y consacrer trois ans. C'est donné par rapport à la maîtrise que l'on a ensuite, pour jamais, de toute la suite de son futur, comme de celle de son passé, mais on ne le sait qu'après, et certes, vu d'avant, le prix peut paraître élevé. Trois années, à ne faire que cela, dira-t-on ? Telle quelle, la question n'a guère de sens; autant demander à un chef d'orchestre qui se prépare à conduire Don Juan s'il y passe tout son temps. Bien entendu on peut y répondre aussi formellement oui que non.

C'est oui, résolument oui, si l'on convient qu'en toute discipline, le yoga, la sculpture ou l'ébénisterie, il n'est point de résultats tangibles sans ascèse personnelle vécue et continue. Là comme ailleurs, il faut un effort qui décourage les simples amateurs, et aussi ce courage, qu'il y a à accepter un effort sans promesse de résultat spectaculaire. Quand on se passionne pour la concentration de l'être, il faut une constance dans la recherche qui rend très surfait le prétendu calvaire de l'universitaire, qui est en vérité plus de labour que de labeur. Il faut que, comme dans toute passion, rien de ce qui peuple la vie, dans n'importe lequel de ses actes, ne soit tenu à l'écart de la tentative que l'on suit : il faut tout y intégrer.

Mais la réponse est non, si l'on s'imagine pour autant cloué trois ans derrière un pupitre de moine, et précisément en raison de ce qui précède : étant donné que la vie tout entière doit participer à la tentative, celle-ci heureusement se charge avec force de faire faire une appréciable partie du chemin. Complètes et pleines, ces années l'ont été pour cette recherche, précisément de n'avoir pas été faites que de sèches lectures. Je les ai passées autant à penser de la vie qu'à vivre de la pensée : ici, c'est grâce à la vie même que l'on mesure ses marques, et non grâce à ses reflets théoriques. J'ai

LAHIER
RAYMOND ABELLIO
numéro 1

6 pages - 75 F franco de
port

Commande à :
Éditions de l'Opale
9, av. Trudaine
75009 PARIS

Sommaire :

- Bibliographie
- Editorial de Jean-Pierre Lombard
- Textes de R. Abellio sur «les leçons sur le temps de Russerl» et «Le rugby et la maîtrise du temps».

médité et fait mon profit aussi sinon surtout, de tout, de voyages en musiques, de films en rencontres, d'amitiés en amantes. Disons ces dernières plutôt des maîtresses, qui sont d'autant plus des amantes qu'on sait y reconnaître des maîtresses à penser. Je le signale pour mentionner l'importance qu'Abellio donne dans toute son œuvre à la compréhension et à l'exploration des mécanismes des amours totales, à l'approche de la science des passions. Afin que tous ceux qui ont compris, ou toujours su, que seules les passions intensifiaient l'être, tandis que le simple dévergondage le mystifie, sachent que cette œuvre les attend aussi pour cette exploration-là.

Il n'y a guère à ajouter, du dehors, à l'intention qui est ici la mienne de signaler simplement l'existence de cette œuvre : il n'y a pas à parler du chemin qu'elle fait suivre, il n'y a qu'à le suivre ou non. Et tout ce qu'il reste à conseiller est de ne pas s'arrêter dans cette œuvre, si l'on choisit d'y entrer, avant d'être sûr de pouvoir se dire : «Je connais cette pensée comme si je l'avais écrite»; et plus encore d'être sûr de pouvoir en écrire la suite. C'est bien le plus ardu de l'entreprise, dans sa réalité autant que dans son apparence, mais c'est justement ce qui la préserve de n'être qu'un divertissement, qu'un système de plus ajouter à une collection inutile.

C'est parce que ses livres m'ont donné l'occasion d'une si entière aventure, et rien de moins, que je porte à leur auteur tant de reconnaissance. J'adresse à Abellio le contraire d'un culte : une estime aussi illimitée qu'elle est nette de toute sujétion. Cela est à l'exacte mesure de ce que je sais lui devoir : plus que beaucoup, s'il est vrai, selon les Taoïstes, que «la science des désignations est la science suprême», car son œuvre est d'un bout à l'autre celle de la juste désignation. En ces temps de confusion extrême, cette aubaine est sans prix. Et je ne lui dois rien, s'il n'est pas moins vrai que l'authentique, la dernière maîtrise en ce domaine consiste à comprendre qu'elle ne peut et ne doit venir de personne d'autre que de soi-même. Et cependant, je ne serais pas si certain de n'être ni le disciple ni le maître de personne, sans ce maître qui n'a jamais eu nul souci de l'être pour quiconque, et qui n'en est vraiment un que pour cette raison même.

Je vous souhaite une bonne lecture.

M. DRAGON

– *APPROCHES : Perspective de l'œuvre de R. Abellio*, de J.P. Lombard

– *Réflexions sur l'idée de totalité*, de J.B. de Foucauld

– *Note sur la gnose abellienne*, de J.B. Foucauld

– *Abellio et le marxisme* de J.B. de Foucauld

– *Note sur «Vers un nouveau prophétisme»*, de J. de Foucauld

– *POSITIONS :*

– *La leçon du «Tricheur à l'as de carreau»* de G. de la Tour, de J.P. Dautun

– *Le «Philosophe en méditation»* de Rembrandt, de J.P. Dautun

– *Rembrandt et Vermeer* de J.P. Dautun

– *«Play-Time» : une initiation à l'art de l'œil nu* de J.P. Dautun

– *DOCUMENTS :*

– *Aphorismes*, de M. Camus

– *Quelques notes sur le jeu - La possible signification géopolitique actuelle des grands tournois d'échecs*, de J.P. Dautun

– *La structure de la perception auditive*, d'Eric Antoni.

FIASCO

Preuve nous est donnée par ce livre qu'il est encore des tabous tenaces : Olivier Poivre d'Arvor, dans un livre parfois presque impudique, s'est attaché à l'un d'entre eux.

Ce que Stendhal dans une lettre fameuse à Mérimée appelait «babilanisme», que Kierkegaard un peu plus tard nomma, «ma disproportion du physique et du psychique» : «FIASCO», au titre déjà si parlant, dresse le portrait d'un de ces hommes empêchés, qui donnent par leur «certaine difficulté d'être» du prix à la passion amoureuse.

C'est un livre qui par sa magie me rappelle un texte de Paul Morand, dont l'un des chapitres est une lecture très libre d'«Armançe» de Stendhal. Le héros, on le sait, est lui aussi un de ces fameux babilans : Morand note dans «L'eau sous les ponts» : «Il s'agit de l'orgueil, du raidissement, de la souffrance de l'individu qui pour une raison - appelle-là impuissance ou inversion -, se sent exclu de la communauté des hommes.»

«Fiasco», c'est en effet le portrait inactuel - on ne situe qu'imprécisément l'époque - d'un exclu : un certain K*** (une malice de l'auteur qui renvoie au «Château» de Kafka, au «Procès», et à l'embarras de cet écrivain devant des fiancées qu'il fuyait éternellement), fait **fiasco** à Paris. Un **fiasco** a priori drôle, un de ces fruits de l'imagination pure (le désir d'aimer supprime l'amour du désir) : à trop rêver de C***, notre K*** (un cas) ne peut la posséder.

L'échec social et seulement cela le détermine à fuir. Pauvre incensé qui croit qu'en changeant de climat, il changera d'esprit ! Un voyage dans une Europe magnifique traversée du Nord du Danemark à Venise dans des trains à vapeur sera la toile de fond de ce roman métaphysique qui emprunte autant à Platon qu'à Stendhal. «Mon esprit chevaleresque m'interdit de parler à un tiers de ma situation vis à vis d'une femme» reconnaît K*** à la veille de son grand départ (p. 35). Voilà posé le thème maintenant classique du confident nécessaire, qu'il soit confesseur ou analyste.

LITTÉRATURE

En éliminant a priori, le genre psychologisant pour lui préférer le fantastique de situation, Olivier Poivre d'Arvor donne à ce premier roman un ton enjoué, presque parodique.

L'auteur de l'«Apologie du mariage» (une lecture de l'extérieur de la scène conjugale et du discours sur le mariage) et de «Flèches» (un récit sur l'équivoque du corps de Saint Sébastien) a choisi la manière romanesque pour achever ce que l'on pourrait imaginer être une trilogie : mariage, homosexualité, impuissance, trois volets d'une Passion que l'on retrouve dans un autre roman récemment réédité, le fameux «Aloys» d'Alstophe de Custine (Ed. Librairie Fontaine).

Dans «Fiasco», «Aloys» et «Armance» on trouvera cette même équivoque : ici la passion chaste de K*** pour un automate blond, fiancé impossible d'une jeune femme non moins impossible. Dans ce roman, Sara - c'est son nom - prend nécessairement le visage de la mère, femme unique. C'est une personne **impraticable**, elle aussi, tout comme l'eunuque à qui elle est fiancée, qui ne semble trouver le plaisir qu'en elle.

Mais c'est surtout une fable que «Fiasco» : car si les trois personnages découvrent ensemble l'Europe décadente dans un voyage riche en aventures, ces touristes ne sont pas ordinaires. Leurs compagnons de voyage sont sorcières, tritons, mandragores, Furies, et autres figures mythologiques repoussantes.

En traitant par l'imaginaire, ce sujet d'imagination, qui se trouve être l'impuissance, en affrontant sans détour ce qui reste en effet un considérable tabou de la société, l'auteur a réussi à montrer l'efficacité romanesque.

Ce roman là est parfois cru - ne pas manquer la description d'une obscène statue de Priape, le dieu de l'érection infinie -, sans afféterie malgré un style nécessairement précieux qui pourrait déranger, et sa construction parfois complexe en fait un livre à clés, symbole de premier ordre.

La malice de «Fiasco» s'avoue dans les dernières pages à propos d'un autre livre : «l'empêchement dans le livre ne demeure pas, à la fin le héros est guéri, fidèle à cette phrase de l'étonnante Mme Duras dans «Olivier ou le se crêt» : «Je ne connais d'invincibles

que les sentiments, les autres obstacles sont comme les fantômes de cette forêt dans le Tasse; quand on les attaque, ils disparaissent» (p.230).

On l'a compris, K***, à la fin d'une péripétie étonnante (on laissera au lecteur le soin d'en découvrir les étapes) se sauve lui-même de la faiblesse de son corps. Mais sa guérison, c'est surtout la «démonstration» du chemin de l'imagination dans un esprit troublé.

«Fiasco» est un livre actuel : il met au grand jour le péril d'une société d'incommunication qui fabrique en nous la figure de l'impuissant, sexuel ou non. Cet itinéraire intime saura plaire : le sujet est magnifique, le traitement enlevé. Il saura aussi déplaire : le lecteur n'aime jamais à retrouver dans un livre ses propres fiascos.

Olivier
Poivre d'Arvor
«Fiasco»
La Table Ronde
(1984).

Catherine LAVAUDANT

AVIS AUX ABONNÉS

Nos abonnés auront remarqué que cette livraison de Cité couvre la période allant de décembre 1983 à mai 1984. Ce fait, ajouté à l'épaisseur inhabituelle du numéro, explique la mention N° 6 - 7 et le prix exceptionnel de 20 F pour les acheteurs aux numéros. En revanche, pour toutes les personnes qui se sont abonnées (pour 5 numéros) cet exemplaire ne sera déduit de leur abonnement que pour un numéro.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à CITÉ, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

règlement à l'ordre de CITÉ, CCP 23 982 63 N Paris

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

souscrit un abonnement,

/ / normal : 60 F

/ / soutien : 100 F

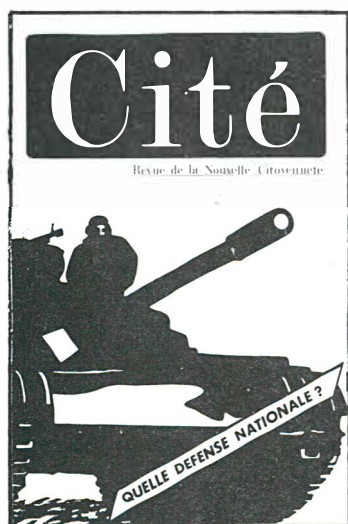
/ / fondateur : 500 F

ci-joint règlement par - chèque bancaire - C.C.P.

(l'abonnement donne droit à 5 numéros de la revue)

pour tout changement d'adresse,
joindre 6 F en timbres poste

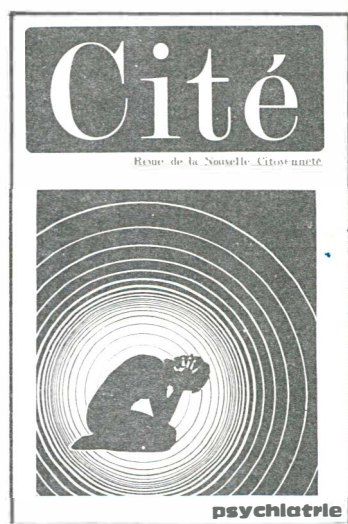




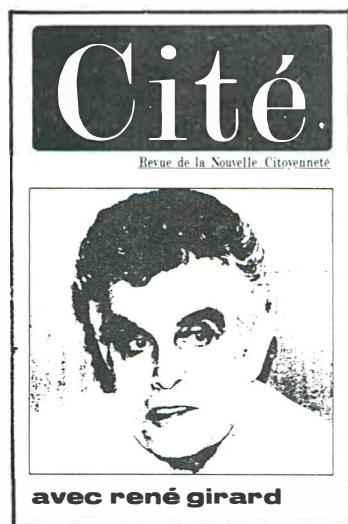
Numéro 1 : 15 F



Numéro 2 : 15 F



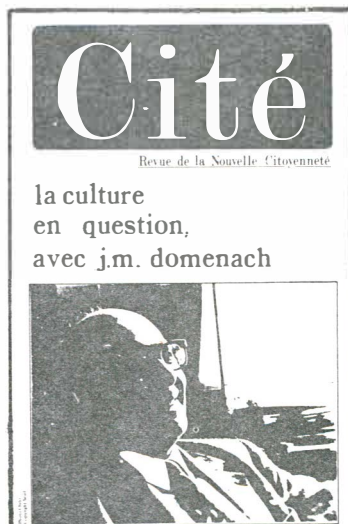
Numéro 3 : 15 F



Numéro 4 : 15 F



Numéro 5 : 15 F



Numéro 6 : 20 F

Commande des numéros de «Cité» déjà parus, à nos bureaux, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS
CCP 23 982 63 N Paris

Publicité

Association d'étudiants COURS POUR TOUS



Siège Social : 3 rue de Courcelles
75008 PARIS

Téléphone : 561.03.15